

(N° 97.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1947.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1947.

(Voir les nos 4-VII, 82, 95 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 16, 21, 22 et 29 janvier 1947; le n° 67 (session de 1946-1947) du Sénat.)

Présents : MM. HARMEGNIES, président; BERNARD (Louis), le Vicomte COSSÉE DE MAULDE, CROMMEN, DE BRUYNE (V.), DERBAIX, HUART, LAGAE, MACHTENS, TACK, TOBBACK, VAN STEENBERGE et YERNAUX, rapporteur.

TABLE DES MATIÈRES :

	Page.
<i>Introduction :</i>	—
Dépenses ordinaires. — Dépenses de personnel	3
Dépenses de matériel	3
Subsides et Subventions	4
Dépenses diverses	4
Dépenses exceptionnelles	4
Dépenses résultant de la guerre	5
<i>La Situation financière des communes :</i>	
Le problème à résoudre	5
La poussière des taxes	6

	Page
Taxation et Dépenses	6
Les conclusions de la Commission Spéciale	8
L'intervention de l'État en 1946	8
La répartition des 400 millions	9
Les dépenses de guerre	10
Les secours civils	12
<i>Questions diverses :</i>	
Les indemnités de milice	12
Le Service local du Ravitaillement	13
Les traitements et indemnités à des bourgmestres et échevins inciviques	13
Les prévisions budgétaires	14
<i>Annexes :</i>	
I. — Questions posées par les Membres de la Commission de l'Intérieur	16
II. — Secours civils. — Lettre de M. le Ministre de la Santé Publique à M. Harmegnies, président de la Commission de l'Intérieur.	26

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION.

Dépenses ordinaires.

Dépenses de personnel.

Le chapitre premier des *Dépenses ordinaires*, intitulé dépenses de personnel, accuse une augmentation de 37,480,650 francs par rapport à 1946.

Cette constatation pourrait apparaître anormale étant donné que le nombre des fonctionnaires a été diminué de trente-quatre. Cependant, l'augmentation se justifie du fait que le Département a été doté d'un nouveau cadre organique qui a nécessité d'une part, des promotions dans les cadres supérieurs et, d'autre part, des nominations à titre définitif dans les emplois subalternes. L'attribution des nouveaux barèmes a naturellement entraîné des augmentations de crédits.

Il est bon de noter que l'augmentation de 4,769,500 francs à l'article 2-5 provient de la modification apportée aux barèmes et de la nomination de vingt-cinq nouveaux receveurs communaux régionaux. Rappelons que ce poste n'a pas d'incidence sur le budget étant donné que les sommes dépensées sont remboursées par les communes qui bénéficient des services des dits receveurs.

Il faut tenir compte également que la création du Service de Sécurité Civile, dont nous avons suggéré la création dans notre rapport de 1946, a entraîné la demande d'un crédit nouveau de 8,880,000 francs. On verra cependant, à l'examen du budget, qu'il s'agit plutôt d'un transfert provenant du « Budget du Commissariat Général à la Protection Aérienne Passive ». Celui-ci disparaît amenant une diminution de 85,432,700 francs. Il ne faut pas croire qu'il s'agit là d'une diminution nette car, au crédit de 8,880,000 francs, dont nous venons de parler, il faut encore ajouter des crédits d'un import de 20,211,600 francs répartis en divers endroits du budget pour former l'ensemble des crédits « Sécurité Civile ».

La disparition du Commissariat Général à la P.A.P. entraînera, en réalité, une économie de 56,341,100 francs.

Dépenses de matériel.

Les dépenses de matériel accusent une diminution de 10,018,049 francs. Les crédits demandés en 1947 sont grosso modo les deux tiers de ceux qui furent alloués pour l'exercice de 1946.

Cette diminution est surtout le fait de la suppression des dépenses nécessitées en 1946 par les élections.

Si, d'une part, nous faisons le total des principaux articles relatifs aux dépenses électorales, nous avons 10,880,000 francs de dépenses exceptionnelles qui ne se représentent plus en 1947.

Si, d'autre part, nous tenons compte aussi des diminutions aux articles : 18 (500,000 francs) et 20 (445,749 francs), nous devons conclure qu'en réalité les dépenses de matériel ont plutôt augmenté de plus de 1 1/2 millions de francs.

On doit reconnaître que cette augmentation est justifiée. En effet, il faut compter 539,000 francs à l'article 11-2 pour couvrir les hausses continues de la main-d'œuvre, dans l'imprimerie et la prise en charge par l'Etat de l'achat

des journaux et périodiques précédemment supporté par l'indemnité forfaitaire des gouverneurs. Il y a une autre somme de 464,000 francs qui provient de l'augmentation des tarifs de gaz et d'électricité, il y a, enfin, quatre crédits d'un ensemble de 426,500 francs pour la « Sécurité Civile ».

Subsides et subventions.

Les crédits demandés en 1947 sont de 5,611,500 francs plus élevés que ceux alloués en 1946, c'est-à-dire qu'ils ont presque doublé.

La différence résulte du fait que le crédit de 5 millions de francs de l'article 21-2 a été doublé. Il s'agit de la participation de l'Etat dans les frais de police occasionnés à la Ville de Bruxelles et à certaines communes de l'agglomération bruxelloise pour la surveillance des hôtels des Ambassades et Légations. Ce crédit était fixé à 5 millions de francs depuis 1941. La hausse des rémunérations des policiers et l'accroissement des charges de police de la Ville de Bruxelles justifient le doublement du crédit.

L'O.N.I.G. relevant actuellement du Ministère de la Reconstruction, le poste « Dépenses de Prévoyance Sociale, d'Assistance judiciaire, de Bienfaisance et d'Hygiène », ne figure plus au budget que pour mémoire.

Dépenses diverses.

Les crédits alloués en 1946 se montaient à 350,000 francs, ceux demandés en 1947 s'élèvent à 3,207,000 francs.

Cet accroissement inusité des dépenses résulte en ordre essentiel de demandes en faveur des services de la « Sécurité Civile ».

Il y a, notamment à l'article 35, une somme de 2 millions pour couvrir les frais de fonctionnement d'une école pour officiers des services d'incendie.

On se demande s'il est bien logique de trouver ici ce crédit. Il semble que le moment est venu de penser à présenter le budget sur une forme plus rationnelle, notamment de façon à permettre d'un coup d'œil les comparaisons des dépenses de deux exercices pour l'ensemble d'un service. C'est ainsi que pour se rendre compte des dépenses qu'entraîne la « Sécurité Civile », il faut parcourir tout le budget et s'arrêter, à trente-six pages différentes, aux articles 2-1, 4-1, 5-2, 6-2, 7-2, 8-4, 9-4, 10, 11-5, 14-5, 15-2, 22-6, 22-7, 31-2, 34, 35, 36, 51, 52 et 53. On reconnaîtra que ce n'est guère pratique. Ne serait-il pas plus simple et plus rationnel de rassembler toutes ces dépenses dans un même chapitre intitulé « Service de la Sécurité Civile »?

Dépenses exceptionnelles.

La disparition du poste « arriérés de mobilité », ainsi que celle de l'article 34-1 permettent une économie de 4,500,000 francs, dont une partie sera consacrée au rééquipement de certains hôtels de gouverneurs de province et à couvrir les frais exceptionnels de réception imposés aux gouverneurs à l'occasion, par exemple, de la visite de hautes personnalités.

Dépenses résultant de la guerre.

Il y a une augmentation des crédits d'un montant de 203,775,900 francs.

Cela peut paraître anormal à première vue, cependant cette augmentation s'explique du fait que le crédit de l'article 44 de 100 millions en 1946, est porté à 410,290,000 francs pour 1947.

Il s'agit de l'aide aux communes et aux provinces dont la situation financière est particulièrement obérée. Il sera parlé de cette question plus loin.

Notons avec satisfaction que des diminutions d'un import de 130,844,700 fr. ont été faites à ce chapitre.

Nous avons noté plus haut la disparition du Commissariat Général à la Protection Aérienne Passive.

LA SITUATION FINANCIERE DES COMMUNES.

Cette année encore, la situation financière domine tous les problèmes auxquels ont à faire face les communes.

On doit reconnaître que la question a fait peu de progrès. Le démarrage fut lent. La mise en train pas plus rapide. Cependant il y a quelques espoirs. On verra pourquoi plus loin.

Le problème à résoudre.

Le problème à résoudre est double. Il faut améliorer le système de l'alimentation du budget et il faut diminuer les dépenses, surtout celles qui sont imposées par les pouvoirs supérieurs et qui ne sont pas toujours des dépenses qui incombent logiquement aux administrations communales.

La faiblesse de la fiscalité communale actuelle réside dans le fait que la taxation atteint en ordre essentiel la propriété immobilière. L'effort fiscal est exigé d'une part des propriétaires, d'autre part des personnes jouissant de traitements, salaires ou pensions. Dans une commune industrielle de 22,000 habitants de la région de Charleroi, la part des taxes incombant aux petites gens est de 3,420,202 francs quand elle est de 1,519,957 francs pour les taxes industrielles et les additionnels à la taxe professionnelle sur les bénéfices réalisés en Belgique par les exploitations commerciales, industrielles et sur les profits des professions libérales, charges ou offices. Cette situation constitue la norme pour toutes les communes et là où la taxe industrielle n'est pas appliquée, la disproportion est plus grande encore.

La commune dont nous parlons plus haut a une rentrée de 5 millions de taxes en chiffres ronds mais son budget ordinaire se monte à 19 millions. Ses taxes sont cependant portées au maximum.

Dans la circulaire du 31 octobre 1946, le Ministère de l'Intérieur prescrit que les « Communes en déficit devront :

» 1^o réduire dans toute la mesure du possible l'écart entre leurs recettes et leurs dépenses;

» 2^o dès qu'il est perçu au moins 200 centimes additionnels à la contribution foncière, toutes les taxes accessoires possibles doivent être établies. »

La poussière de taxes.

Il est logique de réduire les dépenses mais les communes ne sont pas libres d'entrer dans cette voie. Il est des dépenses qui sont incompressibles, il en est d'autres, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, où les pouvoirs supérieurs pourraient aider puissamment les communes.

Nous ne croyons pas qu'il soit sage d'imposer le vote de toute la poussière de taxes communales énumérées dans la circulaire rappelée plus haut. Le vote de ces taxes, qui atteignent en général le petit contribuable, aurait pour conséquence de rendre encore plus antidémocratique la fiscalité communale, sans bénéfice réel pour l'équilibre du budget. Elles atteindraient une masse de petits contribuables à qui on refuse toute satisfaction du fait que les communes ne peuvent plus prendre d'initiatives, ni assurer un minimum de travaux, même d'entretien, les déficits étant atteints en se bornant au vote des dépenses obligatoires indispensables.

Il nous semble qu'il serait logique de recommander aux communes de voter parmi ces taxes celles qui peuvent rapporter une somme appréciable et qui n'atteignent pas des catégories de personnes déjà surtaxées dans les contributions de base.

Il faut aussi reconnaître que le procédé recommandé ne constitue qu'un faible palliatif. L'heure est venue où il faut envisager la refonte de tout le système fiscal communal. Celui-ci actuellement outre qu'il est insuffisant, injuste, antidémocratique, dépend trop du pouvoir supérieur et est trop limité dans ses adaptations. Des statistiques publiées au rapport de l'an dernier, il résulte que dans presque toutes les localités de plus de 10,000 habitants, le total des additionnels provinciaux et communaux se monte à environ 385. Si on ajoute à ce nombre, la base du principal, on peut dire que dans la généralité de ces communes, le propriétaire est tenu de payer 4.85 fois les 6 % du revenu cadastral de leurs biens immobiliers, c'est-à-dire près de 30 %. Si l'on tient compte que la loi sur les loyers ne permet que l'application du coefficient 1.40, on connaît un des pourquoi de la crise du logement, crise très grave à bien des points de vue. Un seul exemple : la commune de Montigny-sur-Sambre compte environ 6,400 maisons qui sont habitées par 8,100 ménages. Depuis 1939, seulement 65 maisons furent bâties. Or, les logements sont nécessaires aux travailleurs, aux jeunes ménages. Comment, s'étonner de la crise de sous-population ? Comment ne pas se rendre compte de la nécessité de la modification de la fiscalité de base sur le terrain local ?

Taxation et Dépenses.

Les communes ne peuvent taxer davantage. Le pouvoir central est de cet avis puisqu'il a limité au maximum de 350 le nombre des additionnels à la taxe foncière. Dans ces conditions le produit des additionnels en général atteint le coefficient $2 \frac{1}{2}$, parfois 3 alors que le coefficient des dépenses est au delà de 4. D'une enquête, à laquelle nous nous sommes livrés dans quarante communes du Pays Noir, nous pouvons affirmer que pour les annuités d'emprunt le coefficient est 3, pour les dépenses du personnel 4 à $4 \frac{1}{2}$ et pour la Commission d'Assistance publique 4 ou 5.

Nous connaissons même des communes où, pour ce dernier poste, il atteint 8. On dira que les communes doivent modérer leurs dépenses. Nous sommes de cet avis. Mais, il ne faut pas oublier que le pouvoir central a rendu obligatoires

les taux du secours civil, de même que certains barèmes d'hospitalisation et des frais médico-pharmaceutiques. Certaines institutions ont profité des largesses permises, suggérées par le Ministère de la Santé Publique. Une institution qui avant la guerre réclamait 9 francs par journée pour l'hospitalisation d'un vieillard en réclame maintenant 50 et 60 ! La moyenne du secours est passée de 4 à 19 francs par jour !

Voici un tableau qui en dira long sur les dépenses imposées aux C.A.P.

Il s'agit là d'une commune industrielle dont l'ensemble des taxes de base se monte à 3,420,200 francs.

Dans cette somme, la C.A.P. a à faire face aux dépenses suivantes :

Secours civils (497 ménages) :

Dépenses par mois 223,657 francs, par an	fr.	2,683,884
--	-----	-----------

Hébergement de 22 vieillards :

Dépenses par mois 24,630 francs, par an		295,560
---	--	---------

Orphelinats (24 orphelins) :

Dépenses par mois 21,120 francs, par an		253,440
---	--	---------

Hospitalisation de 42 malades :

Dépenses par mois 33,210 francs, par an		398,520
---	--	---------

Frais médico-pharmaceutiques		123,130
--	--	---------

Traitements du personnel		472,000
------------------------------------	--	---------

Fr.	4,226,534
-----	-----------

=====

Il en résulte que dans cette commune l'ensemble des taxes de base ne suffit pas, et de loin, à couvrir les dépenses de la C.A.P. Or, il ne s'agit pas d'une exception. Le pouvoir central qui sait limiter les sources de revenus des communes, devrait limiter également les dépenses qu'il impose par ses réglementations. Il serait logique, nous semble-t-il, qu'un coefficient normal soit exigé pour les dépenses de la C.A.P. Si l'on estime que ces dépenses ne peuvent être limitées, il conviendrait alors d'examiner si la question des secours civils et des hospitalisations ne doit pas être incluse dans le système général de la Sécurité Sociale. Il est illogique d'imposer aux communes des dépenses qui dépassent largement leurs capacités financières. Il n'est pas rationnel de faire supporter à la cellule locale une charge dont elle ne peut limiter le poids et qui la paralyse dans l'exercice normal de ses fonctions.

Cet aspect du problème financier des communes a été trop laissé dans l'ombre. Il mérite cependant qu'on s'y arrête sérieusement car il y va de la vie même de nombreuses localités.

Le Gouvernement a cependant essayé d'aider les communes dont la situation financière est obérée. Nous l'en remercions tout en constatant cependant que la procédure est lente, compliquée, hésitante.

Les conclusions de la Commission Spéciale.

Une commission a été chargée de l'étude du problème des finances provinciales et communales. Elle a déposé ses conclusions. On s'est ému à la Commission de l'Intérieur de ne pas connaître officiellement les conclusions auxquelles elle a abouti. Les voici :

1. — La reprise intégrale par l'Etat *des dépenses anormales* de guerre assumées par les communes durant la période du 10 mai 1940 au 31 décembre 1945;

2. — La reprise par l'Etat, en faveur des communes ayant fourni un effort fiscal déterminé, *des déficits des six exercices* 1940 à 1945 qui subsisteraient nonobstant la reprise des dépenses anormales de guerre, étant entendu toutefois;

a) qu'afin d'éliminer les causes de déficit étrangères aux circonstances de guerre, il serait déduit du montant des déficits envisagés six fois la moyenne du déficit propre aux exercices 1938 et 1939;

b) que les perceptions à effectuer après la clôture du compte de 1945, du chef d'additionnels et de quotes-parts appartenant aux exercices 1940 à 1945, viendront en déduction des déficits dans la mesure où elles excèdent les perceptions de même nature afférentes aux exercices 1939 et antérieurs effectués après la clôture du compte de 1939;

3. — L'octroi, pour l'exercice 1946, d'une *aide spéciale* aux provinces se trouvant dans une situation particulièrement obérée et, sous certaines conditions, à celles des communes dont le compte afférent à l'exercice 1945, s'est clôturé en déficit.

Le Gouvernement s'est déclaré favorable à la première et à la troisième proposition, la question de la reprise des déficits de guerre fait l'objet d'investigations complémentaires.

En vue de la reprise des dépenses anormales de guerre, une première tranche de 500 millions de francs d'un crédit global de 2,500,000,000 francs a été inscrite à l'article 63 du budget de la Dette Publique pour l'exercice 1947, une tranche de la même importance devant se retrouver au même budget afférent aux quatre exercices à venir.

Les administrations communales recevront dans les tout prochains jours, toutes les instructions utiles relatives à l'introduction des demandes en remboursement.

L'intervention de l'Etat en 1946.

Quant à l'intervention spéciale de l'Etat pour l'exercice 1945, elle s'élèvera à un milliard de francs environ et fera l'objet d'un fonds spécial à créer au budget pour ordre.

Ce fonds sera alimenté par :

1^o les crédits originaire et supplémentaire, d'un montant global de 200 millions de francs ouverts à l'article 45 du budget du Département pour l'exercice 1945;

2° le crédit de 100 millions de francs inscrit à l'article 43 du même budget pour 1946, auquel s'ajouteront des crédits supplémentaires de 435,290,000 fr., se décomposant comme suit :

a) première dotation	fr. 250,000,000
b) seconde dotation de 350 millions de francs, à verser :	
a) en capital	175,000,000
b) en trente annuités de	10,290,000

3° l'excédent de quelque 100, millions de francs accusé par le montant du Fonds des communes pour l'exercice 1946, sur celui atteint par le même Fonds en 1945 (article 3, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1946, contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1947).

En vue de la répartition des crédits, une enquête a été menée auprès de 2,670 communes. Environ 2,300 d'entre elles ont répondu à ce jour. Ces réponses sont actuellement soumises à l'examen du Département.

A l'occasion de la répartition de l'intervention globale de 1 milliard de francs environ, les communes qui supportent des charges d'emprunts contractés à long terme pour la couverture du déficit du service ordinaire de leur budget se verront attribuer leur quote-part en partie sous forme d'annuités. Le paiement de ces annuités sera continué pendant trente ans.

Il est à noter, à ce sujet, que la somme de 10,290,000 francs, comprise dans le crédit prévu à l'article 44 du budget représente la deuxième des trente annuités correspondant à une intervention de l'Etat de 175 millions de francs, à prendre cours à partir de l'exercice 1946.

Il convient de rappeler que la Commission chargée de l'étude du problème des finances communales, a émis le vœu, à l'unanimité, de voir l'Etat reprendre toutes les dépenses Secours Civils de 1946. Votre Commission, à son tour, souhaite que le Gouvernement tienne compte de ce vœu.

La répartition des 400 millions.

Il n'est point possible de déterminer actuellement les bases de répartition de l'aide de 400 millions de francs. Elles ne pourront être arrêtées qu'après étude approfondie de l'état des finances communales à la clôture de l'exercice 1947, a répondu le Département, qui a ajouté que la Commission chargée de l'étude du problème des finances provinciales et communales, estimera-t-elle devoir se consacrer également à l'examen de la question et présenter au Gouvernement toutes suggestions utiles.

Votre Commission propose que les bases de répartition soient arrêtées au plus tôt et qu'en tout état de cause on n'attende pas la clôture de l'exercice 1947. C'est tout de suite que les communes ont besoin d'aide.

On sait que le délai imparti à la Commission pour présenter ses conclusions est prolongé jusqu'au 30 juin 1947. Nous croyons savoir qu'elle ne s'est réunie qu'une fois depuis la prorogation de ses pouvoirs. Nous nous permettons d'insister pour qu'elle continue ses travaux sans désespérer.

Les dépenses de guerre.

On a parlé des dépenses anormales de guerre susceptibles de remboursement par l'Etat. Il était intéressant de les connaître d'une façon précise. Elles sont reprises au relevé ci-dessous qui sera porté incessamment à la connaissance des administrations communales.

- I. — *Dépenses résultant des exigences des Allemands ou des besoins des corps expéditionnaires alliés.*
 1. —
 - a) Frais de logement et de casernement non susceptibles de remboursement par d'autres instances;
 - b) Nettoyage et restauration de locaux occupés par les Allemands;
 - c) Loyer des locaux remplaçant des immeubles réquisitionnés pour autant que ces derniers n'aient pas donné lieu à indemnité.
 2. —
 - a) Travaux exécutés par ordre et non couverts par une intervention financière;
 - b) Aménagement et entretien de cimetières non susceptibles de remboursement par le service compétent du Ministère de l'Intérieur.
 3. — Organisation (locaux, personnel, etc.) de services pour les réquisitions, à l'exclusion des réquisitions elles-mêmes.
 4. —
 - a) Employés attachés au service de l'occupant : interprètes, etc...;
 - b) Traductions, copie de bons de réquisition;
 - c) Imprimés, affiches, sonneries, imposés par l'occupant;
 - d) Paiement de salaires des ouvriers occupés par les alliés (avant intervention de l'O.M.A.).
 5. — Police supplémentaire imposée par l'occupant :
 - a) Police de roulage et signalisation routière;
 - b) Frais relatifs aux surveillances imposées à des civils;
 - c) Garde des immeubles occupés par des collaborateurs;
 - d) Quote-part dans le traitement des gardes-chasse.
 6. — Amendes (avec spécification du motif et du montant de chaque amende).
- II. — *Autres dépenses ne résultant pas des exigences de l'occupant.*
 1. — Services supplémentaires d'administration (services du roulage, répartition des carburants, etc...) :
 - a) *Locaux* : Loyer, chauffage, éclairage, entretien;
 - b) *Personnel*;
 - c) *Frais de bureau*, fournitures, etc...;
 - d) Frais résultant de la Constitution des agglomérations (organisation transferts de services, etc...)

2. — Frais extraordinaires de police :

- a) Police supplémentaire ou supplétive;
- b) Dépenses résultant de l'organisation des écoles de police;
- c) Garde des récoltes (frais non supportés par la C.N.A.A.);
- d) Service de désinfection;
- e) Police des mœurs, entretien de prostituées;
- f) Service de garde par des organismes de résistance;
- g) Pillages, destructions de bois, etc... imposés par jugements coulés en force de chose jugée (indiquer jugement);
- h) Frais de garde de marchandises saisies.

3. — Finances :

Vols à main armée au préjudice de la commune.

4. — Travaux publics :

- a) Remplacement provisoire d'ouvrages d'arts (ponts, etc...) détruits par faits de guerre;
- b) Dépenses extraordinaires d'entretien;
- c) Frais d'expertise des dommages de guerre de la commune;
- d) Dépenses des services de la protection aérienne passive non supportées par l'État;
- e) Dépenses pour la préservation des œuvres d'art;
- f) Extinction des incendies causés par faits de guerre (non compris l'utilisation du personnel et du matériel normal de la commune);
- g) Frais de déminage restant à charge de la commune.

5. — Bienfaisance :

- a) Frais occasionnés par les réfugiés;
Frais d'évacuation;
- b) Entretien des prisonniers et soins éventuels;
- c) Secours, colis aux prisonniers et travailleurs déportés;
- d) Dépenses pour l'entretien des otages;
- e) Assistance aux sinistrés;
- f) Immeubles et transports pour le Secours d'Hiver, à l'exclusion de toute autre intervention en faveur de cet organisme;
- g) Secours et repas populaires ou scolaires en dehors du Secours d'Hiver et dans la mesure où ils n'existaient pas avant la guerre;
- h) Secours du 1^{er} août au 2 décembre 1945 aux ayants droit de militaires incorporés de force dans l'armée allemande.

6. — Divers :

- a) Frais exposés pour la sauvegarde des intérêts des sinistrés absents;
- b) Transport et inhumation de soldats et de civils décédés ainsi que de fusillés, à l'exclusion des funérailles solennelles, dans la mesure où ils ne peuvent être remboursés par d'autres ressources;

- c) Transport de blessés;
- d) Transport, garde et enfouissement d'animaux tués par faits de guerre;
- e) Dépenses (vivres, vêtements, imprimés) pour organismes de la Résistance.

* *

La Commission a encore examiné d'autres problèmes relatifs aux finances.

Elle a relevé les plaintes de plusieurs membres au sujet de la décision du retrait brusque des subsides du Gouvernement pour les Secours Civils. Des mesures ont été prises par le pouvoir central pour assurer une nouvelle intervention durant le premier trimestre. Pour cette période, un crédit de 105 millions est ouvert aux communes et sera liquidé par l'intermédiaire des Fonds provinciaux d'Assistance publique. Une autre somme de 45 millions sera réservée pour les trois derniers trimestres.

La décision gouvernementale a mis les communes dans une position difficile. Un membre a cité l'exemple d'une ville qui avait équilibré son budget avec 250 additionnels et qui a dû voter 100 nouveaux additionnels pour faire face aux dépenses nécessitées par le retrait des subsides de l'Etat.

De nombreuses C.A.P. se sont trouvées sans argent pour faire face au paiement des secours civils de janvier. Des mesures ont été arrêtées par le Gouvernement pour alléger la procédure en usage à la Cour des Comptes. On a proposé que, dans les cas exceptionnels d'urgence, on puisse se passer du visa de la Cour des Comptes préalable à l'ordonnancement définitif de dépenses ne dépassant pas 600,000 francs. La Commission a marqué son accord sur cette procédure, étant donné qu'il n'y a aucun risque à courir, les affaires traitées se faisant entre administrations publiques. On a rappelé également qu'il y avait des précédents avant l'invasion pour des sommes d'une plus grande importance.

QUESTIONS DIVERSES.

Les indemnités de milice.

Un membre a soulevé la question des indemnités de milice. Il souhaitait que l'on réexamine les conditions dans lesquelles ces indemnités sont accordées. Il estimait qu'il fallait revoir les chiffres car un pensionné mineur a des revenus trop élevés pour jouir de ces indemnités.

M. le Ministre a répondu que la question devrait faire l'objet d'un examen approfondi. Si l'armée est remise sur le pied de paix, on devra sans doute retourner à la situation d'avant guerre, c'est-à-dire à la suppression de l'indemnité de milice, à moins que ne se pose le problème du maintien de cette indemnité, dans les conditions nouvelles à définir. Il semble d'un autre côté, que cette question soit liée au statut de l'armée future.

Les membres de la Commission estiment qu'en tout état de cause il devrait appartenir à la Défense Nationale d'assurer le paiement des indemnités de milice. Les communes ne sont intéressées en rien dans ce service et elles doivent en supporter les frais de fonctionnement.

A propos de dépenses pour ce genre de service, M. le Ministre a fait part à la Commission qu'il avait demandé à ce que l'Etat reprenne à sa charge tous

les frais de chômage. Cette nouvelle sera bien accueillie par les pouvoirs locaux. A noter que rien que la commune de Molenbeek doit dépenser 200,000 francs pour le chômage.

Le service local du Ravitaillement.

Des membres se sont fait l'écho des plaintes de communes au sujet des retards apportés au paiement de la part de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services locaux du ravitaillement.

Le Département a répondu que les raisons des retards sont multiples.

Elles résident d'abord dans le caractère variable du montant de l'intervention; celui-ci est, en effet, fixé semestriellement d'après l'importance des dépenses assumées par les communes durant le semestre précédent. L'enquête à mener à ce sujet et surtout une seconde instruction en vue de la détermination du montant à défalquer de l'intervention brute pour la rémunération des agents mis par l'Etat à la disposition de certaines communes, prennent inévitablement du temps.

Une seconde cause essentielle du retard réside dans le fait que les crédits supplémentaires, nécessaires pour la liquidation de dépenses se rapportant aux exercices 1944 et antérieurs, se sont fait attendre; la loi ouvrant ces crédits au budget du Département pour l'exercice 1945 ne date, en effet, que du 28 décembre 1946 (*Moniteur* des 30-31 décembre 1946).

Un grand effort a été fourni par le Département en vue de combler le retard incriminé et il est permis d'espérer que les interventions se rapportant encore aux exercices 1945 et antérieurs, seront liquidées sous peu. Fera toutefois exception, celle qui est relative aux dépenses de 1945 des communes de la province de Hainaut auprès desquelles avaient été détachés des agents de l'Etat, par suite de la discordance entre les renseignements fournis par le Département du Ravitaillement et ceux produits par le Gouvernement provincial. Une instruction complémentaire est nécessaire.

Afin de hâter la mise de fonds à la disposition des communes, il est envisagé de leur allouer, à l'avenir, des subsides partiels à valoir sur le montant de l'intervention définitive.

Un membre de la Commission a signalé que les retards sont dus parfois au fait que l'on attend que toutes les communes d'une province aient répondu avant d'ordonnancer les dépenses des communes de cette province.

Comme des localités tardent à répondre, elles déterminent une suspension du règlement des subsides. Si cette chose se vérifie, votre Commission souhaite que l'on dresse le bordereau des communes négligentes et qu'on les menace de la suppression de leur part. Il ne peut être toléré que par leur manque de sérieux ces localités menacent l'intérêt général.

Les traitements et indemnités à des bourgmestres et échevins inciviques.

Plusieurs membres ont désiré connaître quelles étaient les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le remboursement aux communes des indemnités ou traitements payés à des bourgmestres ou échevins illégalement nommés et convaincus d'incivisme.

Le Département a fait tenir la réponse suivante :

« L'article 7 de l'arrêté du Régent du 1^{er} septembre 1945, relatif aux mesures de validation des arrêtés qui ont modifié durant l'occupation des dispositions de la loi communale, stipule que ne sont pas sujettes à répétition dans la mesure où elles n'ont pas été versées en vertu d'une nomination, désignation ou promotion, déclarée nulle, rapportée ou modifiée avec effet rétroactif, les sommes payées à titre d'indemnités aux bourgmestres ou aux échevins, qui les ont remplacés, conformément aux arrêtés nuls des 27 août 1941 et 29 mai 1942, allouant une indemnité aux bourgmestres.

» Sont toutefois exclus du bénéfice de cette mesure, ceux qui ont encouru, en raison de leur attitude indigne durant l'occupation, la déchéance de leur mandat de conseiller communal ou la peine de la révocation.

» Le Département de l'Intérieur a réuni la documentation nécessaire pour établir la liste de ceux qui sont tenus à restitution, celle-ci ne pourra toutefois être définitivement arrêtée que lorsqu'il sera en possession des rapports des auditorats militaires.

» Quant aux conditions et aux modalités de récupération des traitements et indemnités touchés par les bourgmestres et échevins nommés illégalement, elles font l'objet d'un projet d'arrêté, pris par application de l'article 7 de l'arrêté-loi du 8 mai 1944, à l'initiative du Département du Budget et visant l'ensemble des situations de l'espèce qui se présentent dans les diverses administrations publiques.

» Les listes nominatives, dès qu'elles seront définitivement arrêtées, seront communiquées aux membres des Chambres législatives, qui en feront la demande. »

Les prévisions budgétaires.

Les communes ont parfois mille difficultés pour élaborer leur budget dans les conditions actuelles.

Un membre de la Commission a signalé que les directions provinciales des contributions, qui élaborent le tableau des prévisions relatives aux taxes de base, sont souvent imprécises dans leurs évaluations. Or, il faut obligatoirement tenir compte de ces dernières pour établir le budget. Ces évaluations, pour une région de la Flandre, seraient loin de correspondre aux réalités. C'est ainsi qu'on a constaté que de 1943 à 1947 les chiffres des prévisions sont restés les mêmes, par contre, le rendement des taxes a varié dans des proportions telles qu'une année il a atteint le coefficient 3.5. Nous avons fait une enquête auprès de nombreuses administrations communales de l'arrondissement de Charleroi, où fort heureusement, cette pratique ne s'est pas révélée. Il ne semble donc pas que le mal soit général.

La Commission attire l'attention du Département sur les régions où l'on sous-évalue à l'excès le rendement des impôts. Des mesures devraient être prises pour amener les directeurs provinciaux à serrer de près les réalités. Leur façon de faire entraîne de graves inconvénients pour les communes qui sont victimes de leur procédé. En effet, elles sont tenues à revoir leur taxation et à diminuer le nombre de leurs additionnels en fin d'exercice. Elles sont dans l'obligation de réclamer une modification de leur ouverture de crédit en cours d'année.

En temps normal, cette pratique n'aurait pas les graves inconvénients qu'elle détermine actuellement, car elle permettrait, par exemple, certaine aisance de trésorerie, mais, en bonne administration, il convient dans un budget de serrer de près les réalités, il faut éviter de grands écarts entre prévisions et rendements. C'est pourquoi votre Commission émet le vœu que cette règle soit dorénavant respectée.

* * *

L'adoption du budget est proposée par la Commission par 11 voix contre 3 en séance du 29 janvier.

Le rapport fut approuvé par l'unanimité des membres présents, en séance du 19 février 1947.

Le Rapporteur,
E. YERNAUX.

Le Président,
H. HARMEGNIES.

ANNEXES

I. — Questions posées par les membres de la Commission de l'Intérieur du Sénat.

QUESTION N° 1.

La Commission voudrait obtenir des explications plus amples et plus claires au sujet des barèmes des fonctionnaires communaux ?

RÉPONSE :

Le rapport au Régent, qui précède l'arrêté-loi du 10 janvier 1947 (*Moniteur* du 15 janvier 1947) concernant les rémunérations du personnel des provinces, des communes, des administrations subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes fournit des indications quant à l'esprit qui doit présider à la révision des barèmes du personnel communal, prescrite par l'article 2 du dit arrêté-loi.

QUESTION N° 2.

Il a été répondu à la Commission de l'Intérieur de la Chambre (p. 39, rapport de M. De Taeye,) que les dépenses normales imposées par la guerre aux communes sinistrées jusqu'au 31 décembre 1945, seront reprises par l'État.

Quelles sont les dépenses considérées comme anormales imposées par la guerre ? Quels sont les critères pour déterminer la qualité de commune sinistrée ? Eventuellement, quelle est la liste des communes qui peuvent être considérées comme telles ?

RÉPONSE :

La réponse à la question n° 22, publiée à la page 39 du rapport de M. De Taeye doit s'interpréter en ce sens que dans l'octroi de subventions aux communes, il ne sera pas fait de distinction selon que celles-ci sont sinistrées ou non.

D'une part, toutes les communes bénéficieront de la reprise par l'État des dépenses anormales de guerre. D'autre part, comme ce sont les difficultés financières des communes, quelle qu'en soit l'origine qui conditionneront leur participation au crédit prévu à l'article 44 du budget, le département n'a donc pas à fixer de critères en vue de la détermination des communes sinistrées.

QUESTION N° 3.

Quel est le nombre de bourgmestres fonctionnaires ? Où fonctionnent-ils ? Quel est leur traitement à chacun ? Quand le Département estime-t-il pouvoir faire disparaître ces fonctions ? Quelles sont les raisons du maintien de ce régime spécial ?

RÉPONSE :

1° *Quel est le nombre de bourgmestres fonctionnaires ?* Deux.

2° *Où fonctionnent-ils ?* A Eupen et à Malmédy.

3^o *Quel est leur traitement à chacun ?*

Eupen : 65,000 francs plus 75 % ; 7.500 francs de frais de représentation ; 225 francs par mois de mobilité ; 625 francs par mois de subventions temporaires.

Malmédy : 50,000 francs plus 75 % ; 5,000 francs de frais de représentation ; 225 francs par mois de mobilité ; 625 francs par mois de subventions temporaires.

4^o *Quand le Département estime-t-il pouvoir faire disparaître ces fonctions ?*
Aucun terme n'a encore été envisagé à ce sujet.

5^o *Quelles sont les raisons du maintien de ce régime spécial ?*

La complexité de la tâche incombant aux bourgmestres exige que, dans certaines communes de l'Est, cette tâche soit confiée à des magistrats communaux fonctionnaires.

L'activité qu'ils ont jusqu'ici déployée, leur connaissance des multiples problèmes à résoudre en ces régions et la confiance qu'ils se sont acquise tant de la part des habitants que de la part des autorités dont ils relèvent, commandent qu'il ne soit pas mis fin à leurs fonctions dans les circonstances actuelles.

QUESTION N° 4.

Page 30 du Document de la Chambre, n° 82, il est indiqué que le montant forfaitaire des dépenses facultatives autorisé aux communes par la circulaire du 31 octobre 1946, est déterminé par un prélèvement de 3.5 pour mille des recettes ordinaires. A la page 6 du même document, ainsi qu'à la page 36, il est question de 4 et 3 pour cent. Quel est le pourcentage réel ? Au cas où c'est le pourcentage de 3.5 pour mille qui doit être considéré, le Département n'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'augmenter ce pourcentage infime ?

RÉPONSE.

Le document n° 82, de la Chambre des Représentants, contenant diverses erreurs d'impression, il est utile de reproduire le passage de la circulaire du 31 octobre 1946, relatif à la détermination forfaitaire des dépenses purement facultatives.

Celles-ci peuvent être maintenues aux budgets communaux de 1947, pour autant que leur montant global ne dépasse pas 2,000 francs ou : .

« 3 *pour mille* des recettes ordinaires propres à l'exercice, majorées des arriérés d'impôts inscrits à l'article 2 du budget, lorsque ce dernier est déficitaire ;

» 4 *pour mille* si le budget, équilibré, prévoit la perception de plus de 300 centimes additionnels à la contribution foncière ;

» 5 *pour mille* si l'équilibre est réalisé moyennant perception de 251 à 300 additionnels.

» Lorsque le budget, régulièrement équilibré, ne prévoit pas le recours à plus de 250 centimes additionnels au foncier, des dépenses facultatives peuvent être inscrites sous réserve de l'approbation de la Députation permanente. »

Il convient d'observer que ces forfaits ne s'appliquent qu'aux seules dépenses auxquelles est reconnu le caractère « purement facultatif » ; la circulaire susdite

contient, en effet, un relevé d'autres dépenses qui, quoique non obligatoires, peuvent être inscrites éventuellement au budget communal, sans qu'il doive être tenu compte des limites forfaitaires reproduites ci-dessus.

Cette réglementation, toute provisoire d'ailleurs, constitue, en réalité, un pas vers l'autonomie financière des autorités locales que les mesures d'assainissement prises dès maintenant ou envisagées dans un proche avenir tendent à restaurer.

QUESTION N° 5.

Quelles sont les attributions du Service de la Sécurité civile ? Quel est le cadre de ses fonctionnaires ?

RÉPONSE :

Nombre de fonctionnaires du Service de la Sécurité civile, traitements et attributions.

<i>1^o Cadre</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>100 %</i>
1 ingénieur, chef de service	fr.	54,000
1 ingénieur (emploi vacant)	—	—
1 secrétaire d'administration		42,000
1 adjoint technique		25,440
2 rédacteurs		46,560
2 commis		34,200

2^o Attributions :

D'une façon générale, ce Service est chargé de l'étude des problèmes relatifs à la sécurité civile.

A cet effet, il a pour mission, d'une part, d'examiner les propositions faites par le Conseil supérieur de la Sécurité civile, ainsi que leurs modalités d'exécution et, d'autre part, de soumettre à l'appréciation du dit Conseil supérieur les questions qui seraient jugées susceptibles d'être prises en considération.

Les attributions actuelles des fonctionnaires du Service de la Sécurité civile sont les suivantes :

l'élaboration d'un plan national de protection de la population civile contre les massacres et les destructions systématiques et l'étude des méthodes d'organisation qu'il convient d'adopter (plan d'évacuation des centres vitaux du pays);

conception et réalisation des plans de mobilisation des services d'intervention en temps de guerre;

réglementation en matière de constructions nouvelles tant publiques que privées, en ce qui concerne le domaine de la sécurité civile;

étude des armes nouvelles et du matériel de protection, contrôle et réglementation de fabrication, fonctionnement de laboratoires;

mise au point du système de renseignements et d'alerte;

recrutement et formation du personnel volontaire de défense civile;

coordination des services d'aide et assistance du Royaume (Croix-Rouge, hôpitaux, formations spécialisées);

gestion des crédits alloués pour le fonctionnement des services d'incendie du pays;

rémunération des agents du Corps National des Groupes Mobiles.

QUESTION N° 6.

Aux articles 14-5 et 15-2 il est prévu, en tout, un crédit de 200,000 francs pour les frais de route et de séjour du Service de la Sécurité civile. La Commission désirerait connaître : *a)* le nombre de fonctionnaires de ce Service, leur traitement et leurs attributions; *b)* la justification des crédits repris aux articles 14-5 et 15-2.

RÉPONSE :

Le crédit de 150,000 francs inscrit à l'article 14-5 du projet de budget pour 1947 est destiné à couvrir :

1^o Les frais de route et de séjour :

a) des fonctionnaires et agents de la Sécurité civile;

b) des membres du Conseil supérieur de la Sécurité civile. Ces derniers sont au nombre de 26 et sont admis à voyager en 1^{re} classe. Plusieurs membres du Conseil ne sont pas appelés à se déplacer lors des réunions, attendu qu'ils habitent la capitale, mais par contre, des missions peuvent leur être confiées pendant l'année et qui les obligeront à effectuer des voyages en province;

c) Services extérieurs : 9 commissaires provinciaux et les rédacteurs-comptables.

Il reste à régulariser 170,000,000 de francs de dépenses effectuées sur crédits ouverts pendant l'occupation pour le paiement des agents de la P.A.P. de tout le pays.

De nombreuses démarches doivent être accomplies dans les communes pour obtenir les documents indispensables réclamés par la Cour des Comptes.

d) le paiement des frais de route et de séjour de tous les inspecteurs des services d'incendie du pays;

e) les frais de route et séjour des spécialistes appelés par M. le Ministre à collaborer en matière de sécurité civile.

2^o Les frais de mission à l'étranger :

Les membres du Conseil supérieur ou toute autre personne désignée pour l'étude de réalisations faites dans le domaine de la sécurité civile peuvent être envoyés en mission à l'étranger.

Il y a lieu de noter que le Conseil supérieur comprend notamment les savants les plus éminents de nos universités en matière médicale, chimique, scientifique, en radioactivité, toxicologique, etc.

Il est indispensable que ceux-ci puissent se rendre compte sur place, s'il y a lieu, des progrès réalisés par les pays étrangers.

En conclusion, le crédit de 150,000 francs est loin d'être exagéré.

Le crédit de 50,000 francs inscrit à l'article 15-2 doit couvrir les dépenses résultant des déplacements en chemins de fer ou en chemins de fer vicinaux des fonctionnaires de la Sécurité civile, des membres du Conseil supérieur ainsi que des autres catégories de personnes dont il est fait mention dans la justification de l'article 14-5.

QUESTION N° 7.

Les rôles pour la perception de la contribution foncière de 1946 ne sont pas encore en circulation dans toutes les régions du pays. La Commission de l'Intérieur voudrait être fixée sur l'état d'avancement de la perception de la dite taxe.

RÉPONSE :

D'après renseignements obtenus du Département des Finances, l'enrôlement de la contribution foncière pour l'exercice 1946 sera terminé dans le courant du mois de mars prochain.

En ce qui concerne l'état d'avancement des perceptions, un relevé récapitulatif de la situation, en fin de chaque mois, des opérations en matière d'impôts est publié régulièrement au *Moniteur Belge* par les soins du Ministère des Finances. Le dernier en date a paru au *Moniteur Belge* des 3 et 4 février 1947 : il reflète l'état de la question au 31 décembre 1946.

QUESTION N° 8.

Quelle est la somme globale qui revient aux communes dans le produit de l'amnistie fiscale ? Quelle est la part de chacune des communes ?

RÉPONSE :

Le produit global des perceptions à opérer au profit des communes à la suite de la loi d'amnistie fiscale s'élève, d'après les rôles établis, à 850 millions de francs, en chiffres ronds (communes et provinces réunies).

La part revenant à chaque commune est indiquée dans les états récapitulatifs communiqués au Département de l'Intérieur par celui des Finances. Il serait trop long de les publier ici.

QUESTION N° 9.

De nombreuses usines ont encore à l'heure actuelle le même revenu cadastral qu'en 1914. Quand espère-t-on faire la péréquation des revenus cadastraux industriels ?

RÉPONSE :

Cette question relève en premier lieu de la compétence de M. le Ministre des Finances (cadastre). La Commission créée pour l'étude du problème des finances provinciales et communales l'examine toutefois dans le cadre de la question plus générale des recettes fiscales à assurer aux pouvoirs locaux.

QUESTION N° 10.

Il est question à l'article 16 du budget « d'autos réquisitionnées ». Le Département emploie-t-il encore maintenant des autos réquisitionnées à des particuliers ? Dans l'affirmative combien, depuis combien de temps et pour quels services ?

RÉPONSE :

De l'enquête qui a été faite, il résulte que plus aucun service du Département n'utilise des véhicules réquisitionnés. Le mot « réquisitionnés » figurant au libellé de l'article 16 est donc devenu sans objet et sera supprimé aussitôt que possible.

QUESTION N° 11.

Les subsides prévus aux articles 22-3 et 22-4 respectivement au profit de l'Institut Belge des Sciences Administratives et du « Hooger Instituut voor Bestuurswetenschappen » s'élevant chacun à 3,000 francs, paraissent bien minimes. Ces subsides à chacune de ces institutions fort utiles pour l'étude du droit administratif, ne peuvent-ils être portés à 10,000 francs, d'autant plus qu'à l'article 22-6 est prévue une somme de 5,000 francs pour la Fédération Nationale des ex-agents de la P.A.P. ?

RÉPONSE :

Aucune de ces institutions n'a introduit de demande de majoration de subside. Si pareille demande était faite, elle serait examinée favorablement pour autant qu'il soit démontré que les moyens financiers propres à l'organisme sont insuffisants.

Le Département a souscrit par ailleurs à plusieurs abonnements à la revue publiée par la seconde de ces institutions.

QUESTION N° 12.

Pour quelles raisons propose-t-on d'allouer un subside de 5,000 francs (article 22-6) à la Fédération des ex-agents de la P.A.P.? Quels sont les buts poursuivis par cette Fédération pour que ses activités justifient l'octroi d'un subside de 5,000 francs de la part de l'État?

RÉPONSE :

La Fédération Nationale des Agents de la Protection Aérienne, reconstituée le 23 décembre 1945, a pour but :

- a) d'entretenir le culte de la Patrie en donnant l'exemple de l'esprit civique;
- b) de sauvegarder le prestige des organisations de protection aérienne et le respect qui est dû aux agents volontaires et permanents qui, avant et pendant la guerre, 1939-1945, ont payé de leur personne, voire de leur vie, l'attachement qu'ils ont voué à la défense de nos populations contre le péril aérien, en servant dans les rangs de la L.P.A., de la G.C.T., de la D.A.P. ou de la P.A.P.;
- c) de renforcer les liens de camaraderie et de solidarité qui unissent ses membres;
- d) de les aider moralement et matériellement dans tous les domaines;
- e) de présenter leurs revendications et de défendre leurs intérêts auprès des autorités;
- f) d'établir et de conserver les contacts nécessaires avec les instances gouvernementales en vue de promouvoir la création d'une organisation nationale, capable de se porter au secours de citoyens belges dans le cas où ils seraient en péril par la guerre, une catastrophe imprévue ou des événements calamiteux.

Aux termes du littéra f) ci-dessus énoncé, cette fédération est entièrement à la disposition du Gouvernement pour l'exécution de certaines missions qui pourraient lui être confiées dans le domaine de la Sécurité Civile. Elle groupe déjà 5,000 agents des services de la Protection Aérienne, actuellement dissous.

Si l'on ne peut prévoir, dès le temps de paix, l'organisation d'un vaste service de Sécurité Civile, rien n'empêche cependant d'encourager ceux qui veulent bien, à titre purement bénévole, ne pas se désintéresser complètement de ce problème.

La Fédération Nationale des Agents de la Protection Aérienne constitue, d'autre part, une réserve de recrutement idéale dans le cas où les circonstances nous obligeraient à organiser d'une façon rationnelle les services de la Sécurité Civile.

La modestie de la somme fait ressortir qu'il ne s'agit que d'une intervention symbolique.

QUESTION N° 13.

Quelles sont les bases de l'allocation du subside de 6,000 francs (article 27) à la Caisse Nationale d'Entr'aide des sapeurs-pompiers? Prend-on en considération le montant des secours octroyés ou le nombre des victimes?

RÉPONSE :

Le subside de 6,000 francs prévu à l'article 27 du projet de budget et destiné à la Caisse Nationale d'Entr'aide des Sapeurs-Pompiers de Belgique, a été fixé en doublant le subside qui était inscrit chaque année aux mêmes fins.

Il y a vingt ans qu'un crédit est inscrit pour cette subvention et cette année, diverses instances, notamment M. l'Inspecteur Général des Services d'Incendie du Royaume, ont demandé de doubler la somme.

Il est à considérer que c'est un subside *traditionnel* d'encouragement et on ne se base ni sur le montant des secours octroyés ni sur le nombre de victimes.

QUESTION N° 14.

A l'article 38, il est prévu un crédit de 200,000 francs pour les frais exceptionnels de réception des Gouverneurs de province. Comment ce crédit est-il réparti? Chacun des neuf Gouverneurs obtient-il la même somme ou bien la répartition se fait-elle d'après les frais de réception réellement exposés? Au cas où la somme de 200,000 francs est répartie entre les neuf Gouverneurs ce dédommagement paraît bien minime.

RÉPONSE :

Comme l'indique la note justificative (Doc. parl. Chambre 4-VII, p. 69) le crédit prévu à l'article 38 est destiné à supporter les frais *exceptionnels* éventuellement occasionnés aux Gouverneurs par la visite de hautes personnalités, etc.

Le Ministre du Budget a autorisé à cet effet l'inscription d'un crédit de 200,000 francs. Si des cas de l'espèce se présentent au cours de l'année 1947, le Département prendra donc directement à sa charge et dans la mesure où le crédit le permet, le montant des dépenses réellement effectuées.

Quant aux frais *ordinaires* de réception des Gouverneurs, ils tombent à charge de l'indemnité forfaitaire de 42,000 francs qui leur a été octroyée récemment à cette fin. Le crédit nécessaire figure à l'article 14, litt. 2a. (Voir budget Chambre p. 30 et note p. 65.)

QUESTION N° 15.

Pendant l'occupation, les administrations communales ont été obligées de supporter les frais d'entretien des cimetières de soldats alliés tombés au cours de la guerre 1914-1918. M. le Ministre n'estime-t-il pas que ces frais doivent être remboursés aux communes? Ou bien ces dépenses seront-elles comprises dans les dépenses anormales de guerre qui seront reprises par l'Etat?

RÉPONSE :

Aux termes des instructions parues au *Moniteur* du 31 octobre 1940, la garde et l'entretien des tombes des militaires alliés a été confiée à partir du 1^{er} novembre 1940 aux administrations communales, contre remboursement des frais par le Ministère de l'Intérieur.

Les créances arriérées peuvent être introduites et liquidées au cours de l'exercice 1947 (loi du 12 novembre 1946 relevant certaines créances de la prescription).

D'autre part, à partir du 1^{er} octobre 1941 cet entretien a été confié aux Associations « Nos Tombes » et le « Souvenir Belge » et les administrations communales ont été avisées par circulaire parue au *Moniteur* du 9 octobre 1941 que le dit entretien ne leur incombait plus.

QUESTION N° 16.

A l'article 51, est prévue une somme de 6,250,000 francs pour l'acquisition de matériel d'incendie. Sur quelles normes se base-t-on pour accorder éventuellement des subsides et quels documents les communes doivent-elles produire pour solliciter les subsides qu'elles désireraient le cas échéant ?

RÉPONSE :

La somme de 6,250,000 francs inscrite à l'article 51 pour l'acquisition de matériel d'incendie a été calculée comme suit :

1^o 2,000,000 de francs pour l'équipement des Groupes Mobiles en matériel d'intervention;

2^o 4,250,000 francs représentant une subvention éventuelle de 50 % dans l'achat de 100,000 mètres de tuyaux à 85 francs.

Depuis la parution de l'arrêté royal du 15 mars 1935, le Département a inscrit régulièrement un crédit destiné à l'octroi de subsides aux communes pour l'acquisition de matériel d'incendie.

Beaucoup de localités, centres de groupes notamment, ont été, dans une large mesure, dépourvues de tuyaux d'incendie pendant la guerre, du fait que les Allemands les ont enlevés ou en ont détérioré une grande partie.

Il est à noter cependant que le crédit de 4,250,000 francs ne doit pas obligatoirement se limiter strictement à une subvention dans l'achat de tuyaux. En effet, dans certains cas, il peut arriver qu'une commune dont la situation financière est désastreuse sollicite l'intervention de l'Etat dans l'acquisition d'autre matériel d'incendie.

De toutes façons, l'octroi et le pourcentage du subside sont subordonnés à l'accord du Comité du Budget.

Le Département s'appuyera sur les normes suivantes pour l'octroi des subsides :

1^o situation financière de la commune;

2^o situation de l'inventaire du matériel et rapport de l'Inspection des Services d'Incendie.

Quant aux documents à produire, il est indispensable que la commune ait respecté les règles de l'appel à la concurrence et que le matériel ait été réceptionné au point de vue technique par l'Inspection des Services d'Incendie.

Le dossier complet devra être produit au Département et le subside ne sera accordé qu'après production des factures.

QUESTION N° 17.

Lors de la discussion de ses budgets pour 1945 et 1946 au Sénat, M. le Ministre a tiré vanité d'avoir rappelé à l'activité la Commission de Contrôle linguistique. Peut-on savoir si cette Commission a déjà tenu des séances et si éventuellement elle a déjà introduit des rapports ? Le Parlement peut-il prendre connaissance de ces rapports ?

RÉPONSE :

La Commission a été réinstallée en juillet 1946. Tout est mis en œuvre pour que ce Collège reprenne une activité normale.

QUESTION N° 18.

Quand procèdera-t-on au rattachement de la Gendarmerie au Ministère de l'Intérieur ?

RÉPONSE :

Cette question est encore à l'examen, à l'intervention de divers départements intéressés.

QUESTION N° 19.

Dans le rapport de la Commission de l'Intérieur de la Chambre, nous lisons en réponse à une question : « En ce qui concerne le personnel communal temporaire, sa situation ne pourra être réglée qu'en tenant compte des décisions de portée générale que le Gouvernement prendra concernant son propre personnel temporaire. »

Il nous revient que la Commission consultative chargée de l'étude du statut des agents temporaires de l'Etat aurait terminé actuellement ses travaux et que les arrêtés seraient soumis au Conseil des Ministres.

M. le Ministre n'est-il pas d'avis que l'on pourrait entamer maintenant à la Commission consultative syndicale existant dans son Département, l'étude du sort du personnel temporaire des communes ?

RÉPONSE :

Malgré tout le désir de chercher à régler, au plus vite, la situation du personnel communal temporaire, je regrette de me trouver dans l'impossibilité de soumettre cette question à l'examen de la Commission consultative syndicale tant que ne seront pas définitives les dispositions que l'Etat prendra pour régler la situation de son propre personnel temporaire.

Il importe, en effet, que la situation des agents temporaires communaux puisse être réglée compte tenu de ce qui sera décidé en ce qui concerne les agents temporaires de l'Etat.

QUESTION N° 20.

Dans la circulaire interprétative que M. le Ministre a envoyée concernant l'arrêté du Régent relatif aux traitements et salaires du personnel communal, il est dit que les administrations communales doivent déterminer à quelles fonctions « équivalentes » des agents de l'Etat correspondent les emplois

communaux. Ceci place les communes, les grandes villes exceptées, devant un problème fort compliqué et quasi insoluble et menace de provoquer des interprétations fort diverses quant à l'estimation de l'« équivalence » des fonctions.

Ne serait-il pas souhaitable et nécessaire que le Département de l'Intérieur donnât quelques exemples de telle sorte que les administrations communales sachent au moins à quoi s'en tenir ?

RÉPONSE :

Pour juger de l'équivalence des fonctions, les administrations communales trouveront des indications dans les cadres des différents départements ministériels, publiés au *Moniteur Belge*, ainsi que dans les maxima, fixés par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, ces maxima devant exercer une répercussion sur tous les emplois communaux. D'autre part, pour certaines fonctions, les administrations communales pourront établir l'équivalence avec d'autres fonctions dans la commune, pour lesquelles la comparaison avec des emplois à l'Etat aura été plus aisée. La comparaison de l'ancien barème communal avec les anciens barèmes de l'Etat pourra d'ailleurs également fournir des éléments d'appréciation.

Devant la grande diversité que présente la nature des fonctions existant dans les différentes communes, mon Département pourrait difficilement donner des exemples, qui pourraient être suivis par la généralité des communes.

QUESTION N° 21.

M. le Ministre peut-il nous dire quand la Commission Consultative Syndicale de son Département entamera l'examen et l'étude de la réglementation concernant les traitements du personnel des Commissions d'Assistance Publique ?

RÉPONSE :

La Commission de Consultation Syndicale, saisie de requêtes tendant à l'étude de la situation de plusieurs catégories d'agents des communes et des administrations subordonnées aux communes, a estimé de ne pas devoir entamer l'examen de ces questions avant la revision générale des barèmes, et a émis l'avis que la revision des barèmes du personnel en cause devait se poursuivre dans le cadre des solutions adoptées en ce qui concerne l'ensemble du personnel des provinces, des communes et des administrations subordonnées.

Il s'agit donc, en l'occurrence, d'un problème dont il conviendra d'aborder l'examen après la revision des barèmes prescrite par l'arrêté-loi du 10 janvier 1947, et à la lumière des décisions qui auront été prises par les Commissions d'Assistance Publique en application des dispositions du dit arrêté-loi.

D'autre part, étant donné que les mesures qui résulteraient de pareille étude se limiteraient au seul personnel des Commissions d'Assistance Publique et devraient dès lors être prises à l'initiative du Département de la Santé Publique et de la Famille, il appartient à ce dernier Département de formuler des propositions à porter à l'ordre du jour de la Commission.

II. — Les secours civils.

Lettre de M. le Ministre de la Santé Publique à M. H. Harmegnies, Président de la Commission de l'Intérieur.

En réponse à votre lettre n° RJ-JC du 24 janvier 1947, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que l'arrêté-loi du 19 décembre 1946, paru au *Moniteur* du 2/3 janvier 1947, a abrogé la législation existante en matière d'allocations de secours civil aux personnes en état de besoin.

A partir de l'exercice 1947, les Commissions d'assistance publique reprennent les attributions qui leur sont dévolues par la loi du 10 mars 1925 organique de l'Assistance publique.

Désormais, il appartient donc aux dites Commissions de porter secours aux personnes en état de besoin. Toutefois, devant les difficultés qu'elles rencontreront certainement dans le financement de ces dépenses nouvelles, il a été décidé de leur octroyer des subsides par le truchement des Fonds provinciaux d'assistance publique.

Mon Département fait en cela application des dispositions des articles 89 à 91 de la loi du 10 mars 1925, ainsi que de l'arrêté royal du 14 janvier 1930 portant institution des Fonds provinciaux d'Assistance publique.

Le montant des subsides à fournir par mon Département à l'ensemble des Fonds provinciaux d'Assistance publique du royaume a été fixé primitivement à 20 millions pour chacun des trois premiers mois de l'exercice 1947.

En sa séance du 10 janvier 1947, le Conseil des Ministres a décidé de porter les dits subsides à 35 millions pour chacun des mois envisagés.

Dès les tout premiers jours du mois de janvier 1947, mon Département a pris les dispositions pour verser aux Fonds provinciaux d'Assistance, les subsides prévus pour l'ensemble des mois de janvier, février, sur la base de 20 millions par mois.

Actuellement, mes services s'occupent de leur verser le complément sur la nouvelle base de 35 millions.

Les Députations permanentes ont pris à leur tour les dispositions pour fournir aux diverses Commissions d'assistance publique les subsides provisionnels à valoir sur celui qui sera arrêté ultérieurement dans chaque cas particulier.

Si un certain retard se fait jour entre le moment où l'octroi du subside a été décidé par le Gouvernement et celui où les Commissions d'Assistance publique disposent réellement des fonds en question, nous ne pouvons nous en prendre qu'à une certaine lourdeur de la machine administrative. En effet, après que mon Département a dû solliciter le visa de la Cour des Comptes à l'envoi du subside aux Fonds provinciaux d'Assistance publique, ceux-ci doivent à leur tour soumettre leurs virements au profit des Commissions d'Assistance publique au visa préalable de ce collège.

Malgré des démarches pressantes qui ont été effectuées par les fonctionnaires de mon Département pour écourter tous les délais, il ne leur a toutefois pas été possible d'éliminer le temps matériellement nécessaire à l'accomplissement de certains devoirs administratifs.

Je vous prie de croire que tout est mis en œuvre par mon Administration pour que la transition du régime des secours civils à celui de l'Assistance régionale se fasse progressivement et sans heurts.

Je vous prie de me croire, mon cher Collègue, votre tout dévoué.

(s.) D^r A. MARTEAUX.

(N^o 97.)

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947.

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Binnenlandsche Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1947.

(Zie de n^{rs} 4-VII, 82, 95 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 16, 21, 22 en 29 Januari 1947); n^r 67 (zitting 1946-1947 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren HARMEGNIES, voorzitter; BERNARD (Louis), Burggraaf COSSÉE DE MAULDE, CROMMEN, DE BRUYNE (V.), DERBAIX, HUART, LAGAE MACHTENS, TACK, TOBBACK, VAN STEENBERGE en YERNAUX, verslaggever.

Blz.

Inleiding :

Gewone uitgaven. — Personeelsuitgaven	3
Uitgaven voor materiele behoeften	3
Subsidiën en tegemoetkomingen	4
Allerhande uitgaven	4
Uitzonderingsuitgaven	5
Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog	5

De financiële toestand der gemeenten :

Het vraagstuk dat dient opgelost	5
De eidelooze reeks van belastingen	6

(2)

	Blz.
Taxaties en uitgaven	7
De conclusiën van de bijzondere Commissie	8
De tusschenkomst van den Staat in 1946	9
De verdeeling van de 400 miljoen	9
De oorlogsuitgaven	10
De burgerlijke steun.	12
<i>Allerhande kwesties :</i>	
De militievergoedingen	12
De plaatselijke ravitailleeringsdienst	13
De wedden en vergoedingen aan onvaderlandlievende burgemeesters en schepenen .	14
De begrootingsramingen	14
<i>Bijlagen :</i>	
I. — Vragen gesteld door de leden van de Commissie van Binnenlandsche Zaken.	16
II. — Burgerlijke Steun. — Brief van den h. Minister van Volksgezondheid aan den h. Harmegnies, voorzitter van de Commissie van Binnenlandsche Zaken . .	26

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

INLEIDING.

Gewone uitgaven.

Personeelsuitgaven.

Het eerste hoofdstuk der *Gewone uitgaven*, dat als titel draagt « Personeelsuitgaven », geeft een verhooging aan van 37,480,650 frank tegenover 1946.

Dit zou abnormaal kunnen schijnen, vermits de personeelsterkte met 34 eenheden is afgenomen. De verhooging vindt evenwel haar oorsprong in het feit dat het Departement werd voorzien van een nieuw organiek kader, waardoor eensdeels bevorderingen in de hogere graden en, anderdeels, definitieve benoemingen onder het lager personeel noodzakelijk werden gemaakt. Uit de toekenning van de nieuwe weddeschalen zijn vanzelfsprekend kredietverhoogingen voortgevloeid.

Het is niet zonder belang op te merken dat de verhooging met 4,769,500 frank in artikel 2-5 voortkomt uit de wijziging aangebracht aan de weddeschalen en uit de benoeming van vijf en twintig nieuwe gewestelijke gemeenteontvangers. Herinneren wij er aan dat deze post geen weerslag heeft op de begroting, gezien de uitgegeven sommen terugbetaald worden door de gemeenten die van de diensten van bedoelde ontvangers genieten.

Er dient eveneens rekening gehouden met het feit dat de oprichting van den Dienst van de Burgerlijke Veiligheid, waarvan wij de oprichting voorgesteld hebben in ons verslag van 1946, de aanvraag van een nieuw krediet van 8,880,000 frank heeft tot gevolg gehad. Men zal evenwel, bij het onderzoek der begroting, bemerken dat het eerder gaat om een overdracht voortkomende uit de « Begroting van het Algemeen Commissariaat voor de Passieve Luchtbescherming ». Dit laatste verdwijnt en zulks brengt een vermindering mede van 85,432,700 frank. Men moet niet gelooven dat het een netto-vermindering geldt, want bij het krediet van 8,880,000 frank, waarvan wij zooeven gesproken hebben, dienen nog gevoegd kredieten voor een bedrag van 20,211,600 frank, verdeeld over verschillende posten van de begroting die het geheel van de kredieten « Burgerlijke Veiligheid » uitmaken.

De verdwijning van het Algemeen Commissariaat voor de P.L.B. zal in werkelijkheid een besparing van 56,341,100 frank meebrengen.

Uitgaven voor materiele behoeften.

De uitgaven voor materiele behoeften geven een vermindering aan van 10,018,049 frank. De aangevraagde kredieten voor 1947 belopen grosso modo twee derde van diegene die toegekend waren voor het jaar 1946.

Die vermindering spruit vooral voort uit het wegvallen van de uitgaven die, in 1946, nodig waren wegens de verkiezingen.

Indien wij, eensdeels, het totaal maken van de bijzonderste artikelen betreffende de verkiezingsuitgaven, dan bekomen wij 10,880,000 frank aan uitzonderingsuitgaven die in 1947 niet meer voorkomen.

Houden wij, anderdeels, eveneens rekening met de uitgaven onder de artikelen 18 (500,000 frank) en 20 (445,749 frank), dan moeten wij daaruit afleiden dat, in werkelijkheid, de uitgaven voor materiele behoeften eerder met meer dan 1 1/2 miljoen frank zijn gestegen.

Er dient erkend dat deze verhooging gerechtvaardigd is. Immers, bij artikel 11-2, dient 539,000 frank gerekend om de voortdurende stijging van de loonen te dekken in de drukkerij, en het overnemen door den Staat van den aankoop van dagbladen en periodieken, hetgeen vroeger gedragen werd door de forfaitaire vergoeding der gouverneurs. Een andere som van 464,000 frank, komt voort uit de verhooging der gas- en electriciteitstarieven, er zijn ten slotte vier kredieten, groot gezamenlijk 426,500 frank voor de « Burgerlijke Veiligheid ».

Subsidies en tegemoetkomingen.

De in 1947 aangevraagde kredieten bedragen 5,611,500 frank meer dan die toegekend in 1946, wat beteekent dat zij bijna verdubbeld zijn.

Het verschil vloeit voort uit het feit dat het krediet van 5 miljoen frank van artikel 21-2 verdubbeld werd. Het gaat om de bijdrage van den Staat in de politieuitgaven van de stad Brussel en van sommige gemeenten uit de Brusselsche agglomeratie voor de bewaking van de ambassade- en legatiegebouwen. Dit krediet was vastgesteld op 5 miljoen frank sinds 1941. De verhooging van de vergoedingen der politieagenten en de toeneming van de politieopdrachten van de stad Brussel verantwoorden de verdubbeling van het krediet.

Daar het N.W.O.I. thans afhangt van het Ministerie van Wederopbouw, komt de post « Uitgaven voor Sociale Voorzorg », Rechtsbijstand, Armenzorg en Hygiëne » nog slechts pro memorie in de begroting voor.

Allerhande uitgaven.

De in 1946 toegekende kredieten bedroegen 350,000 frank, die aangevraagd in 1947 beloopten 3,207,000 frank.

Deze ongewone stijging van de uitgaven komt hoofdzakelijk voort uit aanvragen ten voordeele van de diensten van de « Burgerlijke Veiligheid ».

Onder artikel 35 komt namelijk een som van 2 miljoen voor om de werkingskosten te dekken van een school voor officieren van de brandweerdiensten.

Men vraagt zich af of het wel logisch is dit krediet hier aan te treffen. Het schijnt dat het oogenblik gekomen is om er aan te denken de begroting in een rationeeler vorm in te dienen, en wel zoodanig dat een oogopslag voldoende is om vergelijkingen te maken tusschen de uitgaven van twee dienstjaren voor het geheel van een dienst. Zoo moet men, om zich rekenschap te geven van de uitgaven veroorzaakt door de « Burgerlijke Veiligheid », de gansche begroting doorloopen en blijven staan, op twee en dertig verschillende bladzijden, bij de artikelen 2-1, 4-1, 5-2, 6-2, 7-2, 8-4, 9-4, 10, 11-5, 14-5, 15-2, 22-6, 22-7, 31-2, 34, 35, 36, 51, 52 en 53. Men zal erkennen dat dit weinig praktisch is. Zou het niet eenvoudiger en rationeeler zijn al die uitgaven bijeen te brengen onder eenzelfde hoofdstuk getiteld « Dienst voor de Burgerlijke Veiligheid »?

Uitzonderingsuitgaven.

Het wegvallen van den post « Mobiliteitsachterstallen », zoomede van artikel 34-1, maken een besparing van 4,500,000 frank mogelijk, waarvan een gedeelte zal besteed worden aan de wederuitrusting van zekere ambtswoningen van provinciegouverneurs en tot dekking van de uitzonderlijke kosten van ontvangst die aan de gouverneurs opgelegd worden ter gelegenheid, bijvoorbeeld, van het bezoek van hooge personaliteiten.

Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog.

Er is een kredietverhooging voor een bedrag van 203,775,900 frank.

Dit kan op het eerste zicht abnormaal schijnen, doch die verhooging vindt haar uitleg in het feit dat het krediet van artikel 44, groot 100 miljoen, in 1947 opgevoerd is tot 410,290,000 frank.

Het gaat over een tegemoetkoming aan de provincies en de gemeenten waarvan de financiële toestand bijzonder berooid is. Hierover zal later gesproken worden.

Stippen wij met voldoening aan dat verminderingen voor een bedrag van 130,884,700 frank verwezenlijkt werden op dit hoofdstuk.

Hierboven hebben wij de verdwijning van het Algemeen Commissariaat voor de Passieve Luchtbescherming vermeld.

DE FINANCIEELE TOESTAND DER GEMEENTEN.

De financiële toestand blijft dit jaar nog steeds al de vraagstukken waaraan de gemeenten het hoofd te bieden hebben, beheerschen.

Er dient erkend dat de kwestie weinig vooruitgang gemaakt heeft. Het vertrek was traag. Daarna ging het niet vlugger. Er is evenwel eenige hoop. Men zal verder zien waarom.

Het vraagstuk dat dient opgelost.

Het op te lossen vraagstuk is tweëerlei. Men moet het stelsel van de stijging van de begroting verbeteren en men moet de uitgaven inkrimpen, vooral die welke opgelegd zijn door de hogere overheden, en die niet altijd uitgaven zijn die logisch ten laste vallen van de gemeentebesturen.

De zwakheid van de huidige gemeentelijke fiscaliteit wortelt in het feit dat de aanslag in hoofdzaak het onroerend bezit treft. De fiscale inspanning wordt geëischt eensdeels van de eigenaars, anderdeels van de personen die wedden, loonen of pensioenen genieten. In een nijverheidsgemeente van 22,000 inwoners uit de streek van Charleroi bedraagt het aandeel van de belastingen dat door de lagere standen moet gedragen worden 3,420,202 frank, terwijl het 1,519,957 frank bedraagt voor de nijverheidsbelastingen en de opcentimes op de bedrijfsbelasting op de winsten in België behaald door de handels- en nijverheidsbedrijven en op de winsten uit vrije beroepen, ambten of posten. Deze toestand maakt de norm uit voor al de gemeenten en daar waar de nijverheidsbelasting niet wordt toegepast, is het gebrek aan verhouding nog grooter.

De gemeente waarvan hierboven sprake, heeft een inkomen van 5 miljoen frank aan belastingen, in ronde cijfers, maar haar gewone begrooting beloopt 19 miljoen. Haar belastingen zijn nochtans op het maximum-peil gebracht.

In den omzendbrief van 31 October 1946 schrijft het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor dat de in deficit zijnde gemeenten moeten :

1^o in de gansche mate van het mogelijke het verschil tusschen hun inkomsten en hun uitgaven inkrimpen;

2^o zoohaast er minstens 200 opcentimes op de grondbelasting geïnd worden, moeten al de mogelijke bijkomende belastingen ingevoerd worden.

De eidelooze reeks belastingen.

Het is logisch de uitgaven in te krimpen, doch de gemeenten zijn niet vrij dien weg op te gaan. Er zijn uitgaven die niet kunnen verminderd worden, er zijn er andere, waarop wij verder zullen terugkomen, waarin de hoogere overheden de gemeenten in aanzienlijke mate zouden kunnen helpen.

Wij gelooven niet dat het wijs is de gemeenten op te leggen de gansche reeks gemeentelijke belastingen, in de hierboven vermelden omzendbrief opgesomd, te stemmen. De stemming van deze belastingen, die over het algemeen den kleinen belastingplichtige treffen, zou tot gevolg hebben de gemeentelijke fiscaliteit nog antidemocratischer te maken, zonder werkelijk voordeel voor het evenwicht van de begrooting. Zij zouden een massa kleine belastingplichtigen treffen, aan wie men elke voldoening weigert wegens het feit dat de gemeenten geen initiatieven kunnen nemen noch een minimum van werken, zelfs niet van onderhoudswerken, verzekeren, vermits het deficit reeds bereikt wordt als men zich begrenst tot de stemming van de onmisbare verplichte uitgaven.

Het schijnt ons dat het mogelijk zou zijn de gemeenten aan te raden diegene onder die belastingen te stemmen, die een aanzienlijke som kunnen opleveren en waardoor geen van de categorieën van personen die reeds overbelast zijn bij de basisbelastingen, getroffen worden.

Het dient erkend dat de aanbevolen werkwijze slechts een zwak lapmiddel uitmaakt. Het oogenblik is gekomen om de omvorming van het gansche stelsel van de gemeentelijke fiscaliteit op het oog te nemen. Dit stelsel is thans niet alleen onvoldoende, onbillijk, antidemocratisch, doch hangt bovendien te zeer af van de hoogere overheid en is te begrensd in zijn aanpassingen. Uit de statistieken die voorkwamen in het verslag van verleden jaar, blijkt dat, in bijna alle gemeenten met meer dan 10,000 inwoners, het totaal van de gemeentelijke en provinciale opcentimes ongeveer 385 bedraagt. Telt men bij dit aantal de basis van de hoofdsom, dan mag men zeggen dat, in bijna al die gemeenten, de eigenaar 4.85 maal de 5 % van het kadastraal inkomen van zijn onroerende goederen, m.a.w. bijna 30 % moet betalen. Houdt men er rekening mede dat de wet op de huishuurprijzen slechts de toepassing van den coëfficiënt 1.40 toelaat, dan zal men een der redenen van de woningcrisis kennen, welke crisis zeer ernstig is uit tal van oogpunten. Een enkel voorbeeld : de gemeente Montigny-sur-Sambre telt ongeveer 6,400 huizen die betrokken zijn door 8,100 gezinnen. Sinds 1939 werden slechts 65 huizen gebouwd. Welnu, er zijn woningen noodig voor de arbeiders, voor de jonge gezinnen. Hoe kan men verwonderd zijn dat er een crisis van onderbevolking is ? Hoe is het mogelijk dat men er zich geen rekenschap van geeft dat het noodzakelijk is de basisfiscaliteit op het plaatselijk plan te wijzigen ?

Taxaties en Uitgaven.

De gemeenten kunnen hun belastingen niet hooger opvoeren. De centrale macht is die meening toegedaan, vermits zij het maximum-aantal opcentimes bij de grondbelasting op 350 bepaald heeft. In die voorwaarden bereikt het rendement van de opcentimes over het algemeen den coëfficiënt twee en half, soms 3 bedraagt, terwijl de coëfficiënt der uitgaven thans hooger is dan 4. Een onderzoek dat wij in veertig gemeenten uit het Zwarte Land hebben ingesteld, stelt ons in staat te beweren dat de coëfficiënt 3 is voor de leeningsannuïteiten, 4 à 4 5 voor de personeelsuitgaven en 4 of 5 voor de Commissie van Openbaren Onderstand.

Wij kennen zelfs gemeenten waar hij, voor dien laatsten post, 8 bedraagt. Men kan zeggen dat de gemeenten hun uitgaven moeten matigen. Wij zijn ook van die meening. Doch men mag niet vergeten dat de centrale macht de bedragen van den burgerlijken steun, zoomede zekere schalen van verplegingskosten en van medisch-pharmaceutische kosten verplichtend heeft gemaakt. Sommige instellingen hebben gebruik gemaakt van de toegestane vrijheden, zooals zij werden voorgesteld door het Ministerie van Volksgezondheid. Een instelling die vóór den oorlog 9 frank per dag vroeg voor de verpleging van een bejaard persoon, vraagt er thans 50 en 60 ! Het gemiddelde van den steun steeg van 4 tot 19 frank per dag !

Hieronder geven wij een tabel die de aan de C.O.O. opgelegde uitgaven duidelijk laat zien.

Het gaat over een nijverheidsgemeente waarvan het geheel der basisbelastingen 3,420,200 frank bedraagt.

In die gemeente moet de C.O.O. volgende uitgaven dragen :

Burgerlijke steun (497 gezinnen) :	
Uitgaven per maand 223,657 frank, per jaar fr.	2,683,884
Herberging van 22 oude lieden :	
Uitgave per maand 24,630 frank, per jaar	295,560
Weeshuizen (24 weezen) :	
Uitgave per maand 21,120 frank, per jaar	253,440
Verpleging van 42 zieken :	
Uitgave per maand 33,210 frank, per jaar	398,520
Medisch-pharmaceutische kosten	123,130
Wedden van het personeel	472,000
	Fr. 4,226,534
	=====

Hieruit blijkt dat, in die gemeente, het geheel der basisbelastingen op verre na niet volstaat om de uitgaven van de C.O.O. te dekken. Welnu, dit is geen uitzonderlijk geval. De centrale macht, die de inkomstenbronnen der gemeenten weet te beperken, zou eveneens de uitgaven moeten beperken die zij door haar reglementeeringen oplegt. Het zou logisch zijn, dunkt ons, dat een normale coëfficiënt geëischt wordt voor de uitgaven van de C.O.O. Oordeelt men dat die uitgaven niet kunnen beperkt worden, dan zou moeten nagegaan worden

of de kwestie van den burgerlijken steun en van de verpleging in hospitalen niet kan ingeschakeld worden in het algemeen stelsel van de Sociale Zekerheid. Het is onlogisch de gemeenten te verplichten tot uitgaven die hun financieele mogelijkheden in ruime mate overtreffen. Het is niet rationneel de plaatselijke cel een last op te leggen waar van zij het gewicht niet kan beperken, en die haar verlamt in de normale uitoefening van haar taak.

Die zijde van het financieel vraagstuk der gemeenten werd al te zeer in de schaduw gelaten. Het verdient nochtans dat men het ernstig overwege, want het gaat er om het leven zelf van tal van gemeenten.

De regeering heeft nochtans getracht de gemeenten waarvan de financieele toestand berooid is, te helpen. Wij danken haar hiervoor, doch stellen vast dat de werkwijze traag, ingewikkeld en aarzelend is.

De besluiten van de bijzondere Commissie.

Een Commissie werd belast met de studie van het vraagstuk der provincie- en gemeentefinanciën. Zij heeft haar besluiten ingediend. In de Commissie van Binnenlandsche Zaken was men verwonderd de besluiten waartoe zij geleid had, niet langs den officieelen weg vernomen te hebben. Wij geven ze hierna :

1^o De algeheele overname door den Staat van de *abnormale oorlogslasten* door de gemeenten tijdens de periode 10 Mei 1940-31 December 1945 gedragen ;

2. — De overname, door den Staat, ten gunste van de gemeenten die een bepaalde fiscale inspanning geleverd hebben, van *de mali der zes dienstjaren* 1940 tot 1945, die zouden blijven bestaan ondanks de overname van de abnormale oorlogsuitgaven, met dien verstande evenwel dat :

a) ten einde de oorzaken van tekort die niets gemeens hebben met de oorlogsomstandigheden, uit te schakelen, zou er van het bedrag der beschouwde mali zes maal het gemiddelde van het eigen tekort der dienstjaren 1938 en 1939 afgetrokken worden ;

b) de inningen te doen na de afsluiting van de rekening over 1945, uit hoofde van opcentimes en aandeelen behorende tot de dienstjaren 1940 tot 1945, zullen in mindering komen van de tekorten in de mate waarin zij de inningen van denzelfden aard betreffende het dienstjaar 1939 en vorige, na afsluiting van de rekening over 1939 uitgevoerd, zullen overtreffen.

3. — De toekenning, voor het dienstjaar 1946, van een *bijzondere hulp* aan de provinciën die zich in een bijzonder moeilijken toestand bevinden en, onder zekere voorwaarden, aan die gemeenten waarvan de rekening over het dienstjaar 1945 met een tekort werd afgesloten.

De Regeering verklaarde gunstig gestemd te zijn tegenover het eerste en het derde voorstel, de kwestie van de overname der oorlogstekorten maakt het voorwerp uit van aanvullende opzoeken.

Met het oog op de overname der abnormale oorlogsuitgaven werd een eerste schijf van 2,500,000,000 frank uitgetrokken op artikel 63 van de Rijksschuld-begroting voor het dienstjaar 1947, terwijl een schijf van hetzelfde bedrag zal voorkomen op elke begroting voor de vier volgende dienstjaren.

De gemeentebesturen zullen in de eerstkomende dagen alle nuttige onder-richtingen ontvangen betreffende het indienen van aanvragen tot terugbetaling.

Tusschenkomst van den Staat in 1946.

Wat de speciale tusschenkomst van den Staat voor dienstjaar 1946 betreft, deze zal ongeveer één milliard frank beloopt en het voorwerp uitmaken van een in de begrooting voor orde te scheppen speciaal fonds.

Dit fonds zal gestijfd worden door :

1^o het oorspronkelijk krediet en het bijkrediet, tot een gezamenlijk bedrag van 200 miljoen frank, geopend in artikel 45 van de begrooting van het Departement voor dienstjaar 1945;

2^o het krediet van 100 miljoen frank, uitgetrokken op artikel 43 van dezelfde begrooting voor 1946, waaraan worden toegevoegd bijkredieten ten beloope van 435,290,000 frank, onderverdeeld als volgt :

a) eerste grondkapitaal	fr. 250,000,000
b) tweede grondkapitaal van 350 miljoen frank, te storten :	
a) in kapitaal	175,000,000
b) in dertig annuïteiten van	10,290,000

3^o het overschot van ongeveer 100 miljoen frank dat blijkt uit het bedrag van het Gemeentefonds voor dienstjaar 1946 op het door hetzelfde fonds in 1945 bereikt bedrag (artikel 3, 2^e alinea der wet van 28 December 1946, houdende de Rijksmiddelenbegrooting voor dienstjaar 1947).

Met het oog op de verdeling van de kredieten werd bij 2,670 gemeenten een onderzoek ingesteld. Tot op heden hebben 2,300 gemeenten geantwoord. Die antwoorden zijn thans tot onderzoek aan het Departement voorgelegd.

Ter gelegenheid van de verdeling van de globale tusschenkomst van ongeveer één milliard frank, zullen de gemeenten die den last dragen van op langen termijn gesloten leeningen voor dekking van het tekort van den gewonen dienst harer begrooting, haar aandeel gedeeltelijk onder vorm van annuïteiten toegevoegd krijgen. De uitbetaling van die annuïteiten zal gedurende dertig jaren voortgezet worden

Er moet dienaangaande worden aangestipt, dat de som van 10,290,000 frank, begrepen in het krediet dat in artikel 44 van de begrooting voorzien is, de tweede der dertig annuïteiten vertegenwoordigt, overeenstemmende met een tusschenkomst van den Staat ten beloope van 175 miljoen frank, in te gaan van dienstjaar 1946 af.

Ter herinnering diene dat de met de studie van het vraagstuk der gemeentefinanciën belaste commissie eenparig den wensch heeft uitgedrukt dat de Staat al de uitgaven aan Burgerlijken Steun van 1946 op zich zou nemen. Uw Commissie, op haar beurt, wenscht dat de Regeering met dit verlangen rekening houde.

De verdeling der 400 miljoen.

Het is niet mogelijk thans de grondslagen van verdeling van de 400 miljoen frank hulp gelden te bepalen. Zij zullen slechts kunnen vastgelegd worden na een grondige studie van den staat der gemeentelijke financiën bij het afsluiten van dienstjaar 1947, antwoordde het Departement, dat hieraan toevoegde dat de met de studie van het vraagstuk der provinciale en gemeentelijke financiën belaste Commissie zich eveneens aan het onderzoek van de kwestie moet wijden en de Regeering alle dienstige suggesties moet voorleggen.

Uw Commissie stelt voor dat de grondslagen van verdeeling zoo spoedig mogelijk vastgelegd worden en dat men in geen geval de afsluiting van dienstjaar 1947 afwachte. De gemeenten hebben dadelijk hulp noodig.

Men weet dat de voor het indienen van haar conclusiën aan de Commissie gestelde termijn tot 30 Juni 1947 verlengd is. Wij meenen te weten dat zij sedert de verlenging van haar machten slechts éénmaal bijeengekomen is. Wij zijn zoo vrij aan te dringen op onverwijlde voortzetting van haar werkzaamheden.

De oorlogsuitgaven.

Men heeft gesproken over abnormale oorlogsuitgaven welke door den Staat kunnen terugbetaald worden. Het was wel interessant die nauwkeuriger te kennen. Zij worden vermeld in de onderstaande opgave welke eerlang aan de gemeentebesturen ter kennis zal gesteld worden.

I. — Uitgaven ten gevolge van de Duitsche eischen of van de behoeften der geallieerde strijdkrachten.

1. — a) Kosten van huisvesting en inkwartiering niet vatbaar voor terugbetaling door andere overheidslichamen;
b) Schoonmaak en herstel van door de Duitschers betrokken lokalen;
c) Huur van de lokalen ter vervanging van de opgeëischte onroerende goederen, voor zoover deze laatste niet tot vergoeding hebben aanleiding gegeven.
2. — a) Werken uitgevoerd op bevel en niet gedekt door financieele tusschenkomst;
b) Aanleg en onderhoud van de begraafplaatsen, niet vatbaar voor terugbetaling door den bevoegden dienst van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.
3. — Inrichting (lokalen, personeel, enz.), van diensten voor de opeischingen, met uitsluiting van de opeischingen zelf.
4. — a) Bedienden werkzaam in dienst van den bezetter : tolken, enz...;
b) Vertalingen, afschrift van opeischingsbons;
c) Drukwerken, aanplakbiljetten, electrische belinrichtingen, opgelegd door den bezetter;
d) Betaling van de loonen der door de geallieerden tewerkgestelde arbeiders (vóór de bemoeiing van O.M.A.).
5. — Hulppolitie opgelegd door den bezetter :
a) Verkeerspolitie en lichtbebakening van de wegen;
b) Kosten betreffende wachtronden opgelegd aan burgers;
c) Bewaking van de door collaborateurs betrokken gebouwen;
d) Aandeel in de wedde van de jachtopzieners.
6. — Boeten (met omschrijving van de reden en het bedrag van elke boete).

II. — *Andere uitgaven die niet het gevolg zijn van de eischen van den bezetter.*

1. — Bijkomende administratiediensten (verkeersdiensten, verdeling van de motorbrandstoffen, enz.) :

- a) *Lokalen* : huur, verwarming, verlichting, onderhoud;
- b) *Personeel* ;
- c) *Bureelkosten* : benodigdheden, enz...;
- d) Kosten ten gevolge van de oprichting der agglomeraties (organisatie, overdracht van diensten, enz.).

2. — Buitengewone politiekosten :

- a) Aanvullende politiekrachten of hulppolitie;
- b) Uitgaven ten gevolge van de inrichting der politiescholen;
- c) Bewaking van den oogst (kosten niet gedragen door de N.L.V.C.);
- d) Ontsmettingsdienst;
- e) Zedenpolitie, onderhoud van de publieke vrouwen;
- f) Kosten van bewaking door verzetsorganismen;
- g) Plunderingen, verwoestingen van bosschen, enz., opgelegd door in kracht van gewijsde gegane vonnissen (vonnis aanduiden);
- h) Kosten van bewaking van aangeslagen goederen.

3. — Financiën :

Diefstallen gewapenderhand ten nadeele van de gemeente.

4. — Openbare Werken :

- a) Voorloopige vervanging van bouwwerken (bruggen, enz.) vernield door oorlogshandelingen;
- b) Buitengewone onderhoudskosten;
- c) Kosten van schatting van de oorlogsschade der gemeente;
- d) Uitgaven van de diensten voor passieve luchtbescherming, niet door den Staat gedragen;
- e) Uitgaven voor de vrijwaring van kunstwerken;
- f) Blusschen van brand veroorzaakt door oorlogsverrichtingen (niet inbegrepen gebruik van normaal personeel en materieel van de gemeenten);
- g) Kosten van landmijnenopsporing ten laste van de gemeenten gebleven.

5. — Weldadigheid :

- a) Kosten veroorzaakt door de vluchtelingen;
Evacuatiekosten;
- b) Onderhoud van de gevangenen en eventueele zorgen;
- c) Hulp en colli aan de gevangenen en gedeporteerde arbeiders;
- d) Uitgaven voor het onderhoud van gijzelaars;
- e) Bijstand aan geteisterden;
- f) Gebouwen en vervoer voor Winterhulp, met uitsluiting van elke andere bemoeiing ten gunste van deze instelling;
- g) Hulp en volks- of schoolmaaltijden buiten Winterhulp en in de mate waarin zij niet vóór den oorlog bestonden;
- h) Hulp van 1 Augustus tot 2 December 1945 aan de rechthebbenden van militairen, gedwongen ingelijfd bij het Duitsche leger.

6. — Allerlei :

- a) Kosten bestreden voor de vrijwaring van de belangen der afwezige geteisterden;
- b) Vervoer en teraardebestelling van overleden soldaten en burgers, alsmede van gefusilleerden, met uitsluiting van de plechtige begrafenis, in de mate waarin zij door andere middelen niet kunnen terugbetaald worden;
- c) Vervoer van gekwetsten;
- d) Vervoer, bewaking en ingraving van door oorlogshandelingen gedoodde dieren;
- e) Uitgaven (levensmiddelen, kledingstukken, drukwerken), voor verzetsorganismen.

* * *

De Commissie heeft nog andere vraagstukken betreffende de financiën onderzocht.

Zij heeft klachten van verscheiden leden opgeteekend betreffende de beslissing van het onverhoedsch intrekken van de regeeringstoelagen voor den burgerlijken steun. Door de centrale macht werden maatregelen getroffen om een nieuwe tusschenkomst tijdens het eerste kwartaal te verzekeren. Voor dat tijdperk is een krediet van 105 millioen aan de gemeenten geopend, dat zal vereffend worden door middel van de Provinciale Fondsen van openbaren onderstand. Een andere som van 45 millioen zal voor de laatste drie kwartalen voorbehouden worden.

De beslissing van de Regeering heeft de gemeenten in een lastigen toestand gebracht. Een lid heeft het voorbeeld aangehaald van een stad die haar begroo-ting met 250 opcentimes in evenwicht had gebracht en die 100 nieuwe opcentimes heeft moeten invoeren om te voorzien in de door het intrekken van de staats-toelagen noodig geworden uitgaven.

Talrijke C.O.O. zijn zonder geld komen te staan om in de betaling van den Burgerlijke Steun van Januari te voorzien. Maatregelen werden door de regeering getroffen om de procedure bij het Rekenhof te verlichten. Voorgesteld werd dat, in buitengewone dringende gevallen, van het visa van het Rekenhof voorafgaande aan de definitieve ordonnanceering van uitgaven die niet meer dan 600,000 frank beloo- pen, zou mogen afgezien worden. De Commissie heeft haar akkoord met deze werkwijze betuigd, aangezien er geenerlei risico aan verbonden is, daar de behandelde zaken tusschen openbare besturen verricht worden. Men heeft er eveneens aan herinnerd dat er, vóór den inval, preceden-ten bestonden voor sommen van een veel grooter bedrag.

ALLERHANDE KWESTIES.

De militievergoedingen.

Een lid heeft de kwestie van de militievergoedingen opgeworpen. Het wenschte dat men de voorwaarden waaronder die vergoedingen worden toegekend opnieuw zou onderzoeken. Hij oordeelde dat de cijfers moesten herzien worden, want een gepensionneerd mijnwerker heeft te hooge inkomsten om die vergoeding te genieten.

De h. Minister heeft geantwoord dat de kwestie het voorwerp van een grondig onderzoek zou moeten worden. Indien het leger opnieuw op vredesvoet wordt gesteld, zal men wellicht naar den vooroorlogschcn toestand moeten terugkeeren, dit wil zeggen naar de afschaffing van de militievergoeding, tenzij het vraagstuk van het behoud van die vergoeding, onder de nieuwe te bepalen voorwaarden, gesteld wordt. Aan den anderen kant schijnt dat die kwestie aan het statuut van het toekomstig leger gebonden is.

De leden van de Commissie oordeelen dat, wat er ook van zij, het op Landsverdediging zou moeten berusten de betaling van die militievergoedingen te verzekeren. De gemeenten zijn bij dien dienst volstrekt niet betrokken en zij moeten de werkingskosten ervan betalen.

Naar aanleiding van uitgaven voor dien aard van dienst, heeft de h. Minister de Commissie medegedeeld dat hij gevraagd had dat de Staat al de kosten wegens werkloozensteun te zijnen laste zou overnemen. Dit nieuws zal bij de plaatselijke overheden goed onthaald worden. Ter opmerking diene dat de gemeente Molenbeek alleen 200,000 frank voor werkloozensteun moet uitgeven.

De plaatselijke ravitailleeringsdienst.

Leden hebben hier mededeeling gedaan van de klachten van gemeenten omtrent vertragingen in de betaling vanwege den Staat in de kosten van werking der plaatselijke ravitailleeringsdiensten.

Het departement heeft geantwoord dat er veelvuldige redenen van vertraging zijn.

In de eerste plaats liggen zij aan het veranderlijk karakter van het bedrag der tusschenkomst; dit bedrag wordt inderdaad halfjaarlijks vastgesteld volgens de hoegrootheid van de uitgaven die door de gemeenten tijdens het vorig halfjaar ten laste genomen werden. Het dienaangaande te voeren onderzoek en vooral een tweede instructie met het oog op bepaling van het bedrag dat moet afgetrokken worden van de bruto-tusschenkomst voor de bezoldiging van de door den Staat ter beschikking van sommige gemeenten gestelde beambten, vergen onvermijdelijk tijd.

Een tweede oorzaak van vertraging ligt in het feit dat de bijkredieten, noodig voor de vereffening van de uitgaven in verband met 1944 en vroegere dienstjaren, op zich hebben laten wachten; de wet tot opening van die kredieten op de begroting van het Departement voor dienstjaar 1945 dagteekent inderdaad slechts van 28 December 1946 (*Staatsblad* van 30-31 December 1946).

Een groote inspanning werd door het Departement geleverd om den ten laste gelegden achterstand in te halen en men mag verhopcn dat de tusschenkomsten betreffende 1945 en vroegere dienstjaren binnenkort zullen vereffend worden. Uitzondering zal nochtans gemaakt worden voor die betreffende de uitgaven van 1945 van de gemeenten der provincie Henegouwen waarbij staatspersoneel gedetacheerd werd, dit naar aanleiding van het niet-overeenstemmen van de door het Departement van Ravitailleering verstrekte inrichtingen en de door het Provinciaal Gouvernement overgelegde inlichtingen. Een aanvullende instructie is noodig.

Ten einde het ter beschikking van de gemeenten stellen van de gelden te bespoedigen wordt in het vooruitzicht gesteld haar, in den vervolge, gedeel-

telijke subsidiën toe te kennen in aanrekening op het bedrag van de definitieve tusschenkomst.

Een lid van de Commissie heeft er op gewezen dat de achterstand soms te wijten is aan het feit dat men wacht tot wanneer al de gemeenten van een provincie geantwoord hebben om de uitgaven van de gemeenten van bedoelde provincie te ordonnanceeren.

Daar sommige gemeenten op haar antwoord laten wachten, veroorzaken zij een opschorting van de vereffening der subsidiën. Mocht dit bij onderzoek waar blijken, dan wenscht uw Commissie dat een lijst van de nalatige gemeenten worde opgemaakt en dat men haar bedreige met afschaffing van haar aandeel. Het kan niet geduld worden dat die gemeenten, door haar gebrek aan ernst, het algemeen belang schaden.

De wedden en vergoedingen aan onvaderlandlievende burgemeesters en schepenen.

Verscheidene leden hebben verlangd te weten welke de bedoelingen van de Regeering waren wat betreft het terugbetalen, aan de gemeenten, van de vergoedingen en wedden die betaald werden aan onwettelijk benoemde of van onvaderlandlievendheid beschuldigde burgemeesters of schepenen.

Het Departement heeft navolgend antwoord laten geworden :

« Artikel 7 van het *besluit van den Regent dd. 1 September 1945* betreffende de maatregelen tot validatie van de besluiten die tijdens de bezetting de bepalingen van de gemeentewet hebben gewijzigd, bepaalt dat niet aan terugvordering onderhevig zijn, in zooverre zij niet werden gestort krachtens een benoeming, aanstelling of bevordering die is nietig verklaard of met terugwerkende kracht ingetrokken of gewijzigd, de sommen welke aan de burgemeesters of aan de schepenen die hen vervangen hebben als vergoeding uitbetaald werden overeenkomstig de nietige besluiten van 27 Augustus 1941 en 29 Mei 1942, tot verleening van een vergoeding aan de burgemeesters.

» Zijn van het genot van dezen maatregel uitgesloten, degenen die wegens hun onwaardige houding tijdens de bezetting van hun mandaat van gemeenteraadslid vervallen zijn verklaard of afgezet zijn geworden.

» Het Departement van Binnenlandsche Zaken heeft de noodige documentatie bijeengebracht om de lijst op te maken van degenen die tot terugbetaling verplicht zijn; deze lijst zal echter slechts definitief kunnen afgesloten worden wanneer het in het bezit zal zijn van de verslagen der krijgsauditoraten.

» Wat betreft de voorwaarden en de wijze van terugvordering van de door onwettelijk benoemde burgemeester en schepenen getrokken wedden en vergoedingen, deze zijn het voorwerp van een ontwerp van besluit, genomen bij toepassing van artikel 7 van de besluitwet van 8 Mei 1944, op initiatief van het Departement van Begrooting, en beoogende het geheel van de soortgelijke toestanden die zich in de verscheidene openbare besturen voordoen.

De naamlijsten zullen dadelijk na afsluiting aan de leden van de Wetgevende Kamers die er om zullen vragen worden medegedeeld ».

De begrootingsramingen.

De gemeenten ondervinden soms duizend moeilijkheden, om, in de tegenwoordige omstandigheden, haar begrooting op te maken.

Een lid van de Commissie heeft erop gewezen dat de provinciale directies der belastingen, die de tabel van de ramingen betreffende de grondslagbelastingen opmaken, vaak bij die ramingen onduidelijk zijn. Welnu, er bestaat verplichting om hiermede rekening te houden om de begrooting op te maken. Die ramingen, voor een gewest in Vlaanderen, zouden op verre na niet met de werkelijkheid overeenstemmen. Zoo heeft men vastgesteld dat van 1943 tot 1947 de ramingscijfers gelijk zijn gebleven, waar daarentegen de opbrengst van de belastingen in zulke verhouding is veranderd dat zij in een bepaald jaar den coëfficiënt 3.5 heeft bereikt. Wij hebben een onderzoek ingesteld bij talrijke gemeentebesturen van het arrondissement Charleroi waar, gelukkig, die practijk niet voor den dag is gekomen. Het euvel schijnt dus niet algemeen te zijn.

De Commissie vestigt de aandacht van het Departement op de gewesten waar men de rendeeing van de belastingen overdreven laag schat. Maatregelen zouden moeten genomen worden om de provinciale directeurs ertoe te brengen dichter bij de werkelijkheid te blijven. Hun wijze van doen brengt ernstige bezwaren teweeg voor de gemeenten die van zulke handeling slachtoffer zijn. Zij worden inderdaad aldus verplicht haar taxatie te herzien en het getal van haar opcentimes op het einde van het dienstjaar te verminderen. Zij worden gedwongen een wijziging van haar kredietopening te vragen in den loop van het jaar.

In normalen tijd zou die practijk niet de ernstige bezwaren opleveren die zij thans teweegbrengt, want zij zou, b.v., een zekere welvaart van kasmiddelen mogelijk maken, maar, in een goed beheer, verdient het aanbeveling in een begrooting dicht bij de werkelijkheid te blijven en moet men groote afwijkingen tusschen ramingen en opbrengst vermijden. Daarom verlangt uw Commissie dat die regel in den vervolge nageleefd worde.

* * *

De goedkeuring van de begrooting wordt door de Commissie voorgesteld met 11 stemmen tegen 3, in vergadering van 29 Januari.

Het verslag werd met algemeene stemmen van de aanwezige leden goedgekeurd, in vergadering van 19 Februari 1947.

De Verslaggever,
E. YERNAUX.

De Voorzitter,
H. HARMEGNIES.

BIJLAGEN

I. — Vragen gesteld door de leden van de Senaatscommissie voor Binnenlandsche Zaken.

VRAAG n^r 1.

De Commissie zou meer en juistere inlichtingen willen verkrijgen over de weddeschalen van de gemeentebeambten.

ANTWOORD :

Het verslag aan den Regent bij de besluitwet van 10 Januari 1947 (*Staatsblad* van 15 Januari 1947), betreffende de bezoldiging van het personeel van provinciën, gemeenten, ondergeschikte besturen van provinciën en gemeenten en van vereenigingen van gemeenten verstrekt aanwijzingen over den geest, waarin de herziening van de weddeschalen van het gemeentepersoneel, als voorgeschreven in artikel 2 van gezegde besluitwet, moet plaats vinden.

VRAAG n^r 2.

Aan de Kamercommissie van Binnenlandsche Zaken (bladzijde 39 verslag van den h. De Taeye) is geantwoord dat de abnormale uitgaven door den oorlog aan geteisterde gemeenten opgelegd tot 31 December 1945, door den Staat zullen overgenomen worden.

Wat zijn de uitgaven, die als abnormaal in gevolge den oorlog worden beschouwd? Volgens welke criteria wordt de hoedanigheid van geteisterde gemeente bepaald? Welk is eventueel de lijst van de gemeenten, die als zoodanig kunnen beschouwd worden?

ANTWOORD :

Het antwoord op vraag n^r 22, verschenen op bladzijde 39 van het verslag van den h. De Taeye, moet in dezen zin worden uitgelegd, dat bij de verleening van subsidies aan gemeenten geen onderscheid zal gemaakt worden al naar die gemeenten geteisterd zijn of niet.

Aan den eenen kant zullen de abnormale oorlogsuitgaven van alle gemeenten door den Staat gedragen worden. Aan den anderen kant, daar het de financieele moeilijkheden van de gemeenten zijn, vanwaar deze ook mogen komen, die hun deelneming aan het krediet van artikel 44 van de begrooting zullen bepalen, heeft het Departement dus geen criteria vast te stellen voor de bepaling van de hoedanigheid van geteisterde gemeente.

VRAAG n^r 3.

Hoeveel burgemeesters-ambtenaren zijn er? In welke gemeenten? Hoeveel bedraagt ieders wedde? Wanneer denkt het Departement deze ambten te kunnen opheffen? Om welke redenen wordt die bijzondere regeling nog gehandhaafd?

ANTWOORD :

1^o *Aantal burgemeesters-ambtenaren* : Twee.

2^o *Welke gemeenten* ? Te Eupen en te Malmédy.

3^o *Hoeveel bedraagt ieders wedde* ?

Eupen : 65,000 frank plus 75 0/0; 7,500 frank kosten van vertegenwoordiging; 225 frank per maand voor mobiliteit; 625 frank per maand tijdelijke toelagen.

Malmédy : 50,000 frank plus 75 0/0; 5,000 frank kosten van vertegenwoordiging; 225 frank per maand mobiliteit; 625 frank per maand tijdelijke toelage.

4^o *Wanneer denkt het Departement deze ambten te kunnen opheffen?*

Hiervoor is nog geen termijn in uitzicht gesteld.

5^o *Om welke redenen wordt die bijzondere regeling nog gehandhaafd?*

De ingewikkelde taak van de burgemeesters vereischt, dat in sommige gemeenten van het Oosten des lands deze taak wordt opgedragen aan gemeentelijke magistraten-ambtenaren.

Het werk dat zij tot dusver geleverd hebben, hun kennis van de menigvuldige problemen in die streken en het vertrouwen dat zij van de inwoners zoowel als van de overheden hebben verkregen, eischen dat onder de huidige omstandigheden hun ambt niet wordt opgeheven.

VRAAG N^r 4.

Op bladzijde 30 van het gedrukt stuk van de Kamer n^r 82, wordt aangegeven, dat het forfaitair bedrag van de onverplichte uitgaven, dat aan de gemeenten is toegestaan bij den omzendbrief van 31 October 1946, bepaald wordt door een uittrekking van 3.5 per duizend van de gewone ontvangsten.

Op bladzijde 6 van hetzelfde stuk, alsmede op bladzijde 36, is er spraak van 4 en 3 0/0. Wat is nu het werkelijke percentage? In geval het percentage 3.5 per duizend in aanmerking komt, denkt het Departement dan niet, dat zulk een gering percentage moet verhoogd worden?

ANTWOORD :

Daar in het stuk n^r 82 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers verschillende drukfouten voorkomen, is het niet ondienstig den passus uit den omzendbrief van 31 October 1946 over de forfaitaire bepaling van de zuiver onverplichte uitgaven hier weer te geven.

Deze uitgaven mogen op de gemeentebegroting voor 1947 gehandhaafd worden voor zoover het globaal bedrag 2,000 frank niet te boven gaat, of :

« 3 *per duizend* der gewone ontvangsten, eigen aan het dienstjaar, verhoogd met de belastingachterstallen, uitgetrokken op artikel 2 der begroting, wanneer deze tekortsluitend is;

» 4 *per duizend*, wanneer de begroting, in evenwicht zijnde, de heffing van meer dan 300 opcentimes op de grondbelasting voorziet;

» 5 *per duizend*, wanneer het begrotingsevenwicht door een heffing van 251 tot 300 opcentimes bewerkstelligd is.

» Wanneer de regelmatig sluitende begroting niet meer dan 250 opcentimes op de grondbelasting voorziet, kunnen onverplichte uitgaven worden uitgetrokken mits goedkeuring door de provinciale deputatie. »

Er valt op te merken dat die vaste bedragen alleen toepassing vinden op uitgaven waarvan het « zuiver onverplicht » karakter vaststaat. Bovenvermelde omzendbrief bevat inderdaad een opgave van andere uitgaven, die, hoewel niet verplicht, toch eventueel op de gemeentebegroting kunnen komen, zonder dat met de bovenstaande forfaitaire grenzen rekening moet gehouden worden.

Deze, trouwens voorloopige regeling is in werkelijkheid een stap naar de financieele zelfstandigheid van de plaatselijke overheden, welke de reeds getroffen of overwogen saneeringsmaatregelen bedoelen te herstellen.

VRAAG N^o 5.

Welke zijn de bevoegdheden van den Dienst van de Burgerlijke Veiligheid? Welk is het kader van zijn ambtenaren?

ANTWOORD :

Aantal ambtenaren van den Dienst van de Burgerlijke Veiligheid, wedden en bevoegdheden.

1^o Kader.

	<i>Bruto-wedde</i> 100 %
1 ingenieur, diensthoofd	fr. 54,000
1 ingenieur (openstaande plaats)	—
1 bestuurssecretaris	42,000
1 technisch adjunct	25,440
2 opstellers.	46,560
2 klerken	34,200

2^o Bevoegdheden :

In algemeenen zin is de dienst belast met de bestudeering van de vraagstukken betreffende de burgerlijke veiligheid.

Daartoe heeft hij tot opdracht, eensdeels, de door den Hoogen Raad voor de Burgerlijke Veiligheid gedane voorstellen, zoomede hun uitvoeringsmodaliteiten te onderzoeken en, anderdeels, de vraagstukken waarvan geacht wordt dat zij in overweging kunnen genomen worden, aan de beoordeeling van bedoelden Hoogen Raad voor te leggen.

De huidige bevoegdheden van de ambtenaren van den Dienst der Burgerlijke Veiligheid zijn de navermelde :

het opmaken van een nationaal plan tot bescherming der burgerlijke bevolking tegen de uitmoordingen en de systematische vernielingen, en bestudeering van de organisatiemethoden die dienen aangenomen te worden (plan van ontruiming der levenscentra van het land);

het ontwerpen en uitvoeren van een mobilisatieplan der diensten die moeten optreden in oorlogstijd;

reglementeering in zake nieuwbouw, zoowel openbaren als privaten, wat betreft het gebied van de burgerlijke veiligheid;

bestudeering van de nieuwe wapens en van het beschermingsmaterieel — contrôle en reglementeering der fabricage — werking der laboratoria;

uitwerking van een inlichtings- en alarmsysteem;

aanwerving en opleiding van het vrijwilligerspersoneel der burgerlijke verdediging;

samenordering der diensten voor hulp en bijstand van het Rijk (Roode Kruis, gespecialiseerde formaties);

beheer der kredieten toegekend voor de werking der brandweerdiensten van het land;

bezoldiging van het personeel van het Nationaal Korps der Mobiele Groepen.

VRAAG N^o 6.

In de artikelen 14-5 en 15-2 wordt er, in het geheel, een krediet van 200,000 fr. voorzien voor de reis- en verblijfkosten van den Dienst der Burgerlijke Veiligheid. De Commissie wenschte te kennen :

- a) het aantal ambtenaren van dien dienst, hun wedde en hun bevoegdheden;
- b) de verantwoording van de in de artikelen 14-5 en 15-2 vermelde kredieten.

ANTWOORD :

Het krediet van 150,000 frank dat voorkomt onder artikel 14-5 van het begrotingsontwerp voor 1947 is bestemd ter dekking van :

1^o De reis- en verblijfkosten :

- a) der ambtenaren en beambten van de Burgerlijke Veiligheid;
- b) der leden van den Hoogen Raad voor de Burgerlijke Veiligheid. Laatstgenoemden zijn ten getale van 26 en mogen in 1^e klas reizen. Verschillende leden van den Raad moeten zich niet verplaatsen voor de vergaderingen, daar zij de hoofdstad bewonen, maar daarentegen kunnen hun tijdens het jaar opdrachten worden toevertrouwd waarvoor zij reizen in de provincie moeten doen;
- c) Buitendiensten : 9 provinciale commissarissen en de opstellers-rekenplichtigen.

Blijven nog te regulariseeren, uitgaven voor een bedrag van 170 miljoen frank gedaan op kredieten tijdens de bezetting geopend ter betaling van het personeel der P.L.B. van het gansche land.

Talrijke stappen moeten gedaan worden in de gemeenten om de onmisbare bescheiden, door het Rekenhof geëischt, te bekomen.

- d) de betaling van de reis- en verblijfkosten van al de inspecteurs der brandweerdiensten van het land;
- e) de reis- en verblijfkosten der specialisten door den Minister opgeroepen om mede te werken aan de burgerlijke veiligheid.

2^o Kosten van zending in het buitenland :

De leden van den Hoogen Raad of elk ander persoon, aangeduid voor studie van verwezenlijkingen gedaan op het terrein van de burgerlijke veiligheid, kunnen in zending gestuurd worden naar het buitenland.

Er zij aangestipt dat de Hooge Raad samengesteld is inzonderheid uit de meest vooraanstaande geleerden van onze universiteiten op medisch, scheikundig, wetenschappelijk terrein, op het gebied van radioactiviteit, toxicologie, enz.

Het is onontbeerlijk dat deze laatsten zich ter plaatse rekening kunnen geven, als er aanleiding toe bestaat, van den vooruitgang verwezenlijkt in het buitenland.

Bijgevolg is het krediet van 150,000 frank verre van overdreven.

Het krediet van 50,000 frank uitgetrokken op artikel 15-2 dient om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de verplaatsingen per spoorweg of per buurtspoorweg, van de ambtenaren van de Burgerlijke Veiligheid, van de leden van den Hoogen Raad, zoomede van de andere categorieën van personen vermeld in de verantwoording van artikel 14-5.

VRAAG N^o 7.

De kohieren voor de inning van de grondbelasting over 1946 zijn nog niet in omloop in al de streken van het land. De Commissie van Binnenlandsche Zaken zou willen op de hoogte gebracht worden van den staat van vordering der inning van bedoelde belasting.

ANTWOORD :

Volgens inlichtingen, bekomen van wege het Departement van Financiën, zal de inkohiering van de grondbelasting voor het dienstjaar 1946 beëindigd zijn in den loop van de maand Maart a.s.

Wat den staat van vordering der inningen betreft, wordt een samenvattende staat van den toestand, op het einde van elke maand, der verrichtingen in zake belastingen regelmatig in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd door toedoen van het Ministerie van Financiën. De jongste staat is verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 Februari 1947 : hij geeft den toestand van het vraagstuk weer op 31 December 1946.

VRAAG N^o 8.

Welk is de globale som die aan de gemeenten toekomt in de opbrengst van de fiscale amnestie ? Welk is het aandeel van elk der gemeenten ?

ANTWOORD :

De globale opbrengst van de inningen, te verrichten ten voordeele van de gemeenten ingevolge de wet op de fiscale amnestie, bedraagt, volgens de opgemaakte kohieren, 850,000,000 frank in ronde cijfers (gemeenten en provinciën samen).

Het aandeel dat aan elke gemeente toekomt, is vermeld in de samenvattende staten, die door het Departement van Binnenlandsche Zaken aan dat van Financiën worden overgemaakt. Het zou te lang zijn ze hier over te drukken.

VRAAG N^o 9.

Talrijke fabrieken hebben thans nog hetzelfde kadastraal inkomen als in 1914. Wanneer hoopt men de perekwatie van de industriele kadastrale inkomens door te voeren ?

ANTWOORD :

Die vraag behoort in de eerste plaats tot de bevoegdheid van den Minister van Financiën (Kadaster). De Commissie opgericht voor de studie van het vraagstuk der provincie- en gemeentefinanciën onderzoekt het evenwel in het kader van het meer algemeene vraagstuk der aan de plaatselijke besturen te verzekeren fiscale ontvangsten.

VRAAG N^r 10.

In artikel 16 van de begroting is sprake van « opgeëischte auto's ». Gebruikt het Departement nu nog van particulieren opgeëischte auto's? Zoo ja, hoeveel, sedert hoe lang en voor welke diensten ?

ANTWOORD :

Uit het ingesteld onderzoek blijkt dat geen enkele dienst van het Departement nog opgeëischte voertuigen gebruikt. Het woord « opgeëischte » dat in de redactie van artikel 16 voorkomt, is dus doelloos geworden en zal zoodra mogelijk weggelaten worden.

VRAAG N^r 11.

De subsidiën voorzien in artikelen 22-3 en 22-4, onderscheidenlijk ten bate van het « Institut Belge des Sciences administratives en van het Hooger Instituut voor Bestuurswetenschappen », elk ten bedrage van 3,000 frank, blijken wel gering. Kunnen die subsidiën aan elk dier voor de studie van het administratief recht zeer nuttige instellingen niet op 10,000 frank gebracht worden, des te meer daar in artikel 22-6 een som van 5,000 frank is voorzien voor het Nationaal Verbond van gewezen personeelsleden van de P.L.B.?

ANTWOORD :

Geen van beide instellingen heeft een aanvraag om verhooging van subsidie ingediend. Mocht zulke aanvraag gedaan worden, dan zou zij welwillend onderzocht worden voor zoover wordt aangetoond dat de eigen financieele middelen van het lichaam ontoereikend zijn.

Het Departement heeft ten andere ingeteekend op verscheidene abonnemen-ten van het tijdschrift dat door de laatstvermelde van die instellingen wordt uitgegeven.

VRAAG N^r 12.

Om welke redenen stelt men voor een subsidie van 5,000 frank (artikel 22-6) aan het Verbond van gewezen personeelsleden van de P.L.B. toe te kennen? Welke zijn de door dit Verbond nagestreefde oogmerken, opdat zijn bedrijvigheid het verleen van een subsidie van 5,000 frank vanwege den Staat rechtvaardigt?

ANTWOORD :

Het Nationaal Verbond van de Personeelsleden van de Luchtbescherming, heropgericht den 23 December heeft ten doel :

- a) de vereering van het Vaderland levendig te houden door het voorbeeld van burgerzin te geven;
- b) te vrijwaren het gezag van de inrichtingen voor luchtbescherming en den eerbied voor vrijwillige en vastaangestelde leden die, vóór en tijdens den oorlog 1939-1945, met hun lichamelijke gaafheid, zelfs met hun leven, de toewijding aan de verdediging van onze bevolking tegen het luchtgevaar hebben betaald, door in de rangen van de B.L.B. van de T.B.F., van de P.L.V. of van de P.L.B. te dienen;

c) de banden van kameraadschap en van saamhoorigheid waardoor de leden vereenigd zijn te versterken;

d) ze moreel en stoffelijk op elk gebied te steunen;

e) bij de overheden hun eischen voor te dragen en hun belangen te verdedigen;

f) het noodige contact met de Regeeringsinstanties tot stand te brengen en in stand te houden met het oog op stichting van een nationaal lichaam, in staat om de Belgische staatsburgers ter hulp te snellen ingeval zij mochten in gevaar verkeerden door oorlog, onvoorziene rampen of rampspoedige gebeurtenissen.

Naar luid van vorenstaande littera f), staat gezegd Verbond geheel ten dienste van de Regeering voor de uitvoering van bepaalde opdrachten welke het op het gebied van Burgerlijke Veiligheid mocht toegewezen krijgen. Het vereenigt reeds 5,000 leden van de diensten van de thans ontbonden Luchtbescherming.

Zoo men niet, reeds in tijd van vrede, het inrichten van een nieuwen dienst voor Burgerlijke Veiligheid kan voorzien, belet toch niets bemoediging te verleen aan hen die, louter goedwillig, er voor te vinden zijn niet elke belangstelling voor dit vraagstuk te verliezen.

Het Nationaal Verbond van het Personeel van de Luchtbescherming vormt, ten andere, een ideale werfreserve in geval de omstandigheden ons mochten verplichten op rationeele wijze de diensten van de Burgerlijke Veiligheid te organiseren.

De bescheidenheid van de som laat blijken dat het hier slechts om een symbolische tegemoetkoming gaat.

VRAAG N^o 13.

Welke zijn de grondslagen van het toekennen van de subsidie van 6,000 frank (artikel 27) aan de Nationale Kas voor Onderlinge Hulp der Brandweerlieden? Wordt het bedrag van de verleende hulpelden of het aantal slachtoffers in beschouwing genomen?

ANTWOORD :

De subsidie van 6,000 frank, voorzien in artikel 27 van het ontwerp van begrooting en bestemd voor de Nationale Kas voor Onderlinge Hulp der Brandweerlieden van België, werd vastgesteld door verdubbeling van de subsidie die telken jare voor dezelfde doeleinden uitgetrokken wordt.

Sedert twintig jaar wordt een krediet voor die subsidie uitgetrokken en dit jaar hebben verscheidene instanties, inzonderheid de h. Inspecteur-generaal van de Brandweerdiensten van het Koninkrijk gevraagd die som te verdubbelen.

Men moet in aanmerking nemen dat het een traditioneele aanmoedigings-toelage is en dat men niet steunt op het bedrag der toegekende hulpelden, noch op het aantal slachtoffers.

VRAAG N^o 14.

In artikel 38 wordt een krediet van 200,000 frank voorzien voor de uitzonderlijke kosten van receptie door de Provinciegouverneurs. Hoe wordt dit krediet verleend? Bekomt elk van de negen gouverneurs dezelfde som of wordt de verdeeling volgens de werkelijk bestreden receptiekosten gedaan? Ingeval de som van 200,000 frank onder de negen gouverneurs verdeeld wordt, schijnt die tegemoetkoming zeer gering.

ANTWOORD :

Zooals de verantwoording aanduidt (Gedr. st., Kamer 4-VII, bladz. 69) is het in artikel 38 voorziene krediet bestemd ter bestrijding van de uitzonderingskosten der gouverneurs eventueel berokkend door het bezoek van hooge persoonlijkheden, enz. De Minister van Begroeting heeft daartoe het uittrekken van een krediet van 200,000 frank toegelaten. Mochten dergelijke gevallen zich in den loop van het jaar 1947 voordoen, dan zou het Departement dus rechtstreeks en in de mate waarin het krediet zulks toelaat het bedrag van de werkelijk verrichte uitgaven ten laste nemen.

Wat de gewone kosten van receptie der gouverneurs betreft, deze komen ten laste van de forfaitaire vergoeding van 42,000 frank welke hun onlangs daartoe werd verleend. Het noodige krediet staat vermeld in artikel 14, littera 2a (zie Begroeting, Kamer, bladz. 30 en nota, bladz. 65).

VRAAG N^r 15.

Tijdens de bezetting werden de gemeentebesturen verplicht de kosten van onderhoud van de begraafplaatsen der in den loop van den oorlog 1914-1918 gevallen geallieerde soldaten op zich te nemen. Is de heer Minister niet van oordeel dat die kosten aan de gemeenten moeten worden terugbetaald? Of zullen die uitgaven in de door den Staat over te nemen abnormale oorlogsuitgaven begrepen worden?

ANTWOORD :

Luidens de in het *Staatsblad* van 31 October 1940 verschenen instructies, werd de bewaking en het onderhouden van de graven der geallieerde soldaten met ingang van 1 November 1940 aan de gemeentebesturen toevertrouwd, mits terugbetaling van de kosten door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

De achterstallige schuldvorderingen kunnen ingediend en vereffend worden in den loop van het dienstjaar 1947 (wet van 12 November 1946).

Ten andere, met ingang van 1 October 1941, werd dit onderhoud opgedragen aan de vereenigingen « Onze Graven » en « De Belgische Herinnering » en de gemeentebesturen werden bij in het *Staatsblad* van 9 October 1941 verschenen aanschrijving gewaarschuwd dat bedoeld onderhoud niet meer op hen berustte.

VRAAG N^r 16.

In artikel 51 wordt voorzien een som van 6,250,000 frank voor de aanschaffing van brandbluschematerieel. Op welke normen steunt men om eventueel subsidiën toe te kennen en welke bescheiden moeten de gemeenten overleggen om de subsidiën welke zij eventueel mochten wenschen aan te vragen?

ANTWOORD :

De som van 6,250,000 frank op artikel 51, uitgetrokken voor het aanschaffen van brandbluschematerieel, werd als volgt berekend :

1^o 2 miljoen frank voor de uitrusting van de Vliegende groepen met bluschematerieel;

2^o 4,250,000 frank ter vertegenwoordiging van een eventuele subsidie van 50 % in den aankoop van 100,000 meter bluscheslangen tegen 85 frank.

Sedert de verschijning van het koninklijk besluit van 15 Maart 1935, heeft het Departement regelmatig een krediet uitgetrokken bestemd tot toekenning van subsidiën aan de gemeenten voor het aanschaffen van brandblusmaterieel.

Talrijke gemeenten, inzonderheid groepcentra, kwamen, gedurende den oorlog, in ruime mate tekort aan buizen doordat de Duitschers ze weggehaald of grootendeels beschadigd hadden.

Evenwel dient aangestipt dat het krediet van 4,250,000 frank niet noodzakelijk tot een subsidie voor het aankopen van bluslangen moet beperkt blijven. Inderdaad, in sommige gevallen kan het voorkomen dat een gemeente waarvan de financiële toestand rampspoedig is, bemoeiing van den Staat aanvraagt voor het aanschaffen van blusmaterieel.

In elk geval zijn het toekennen en het percentage van de subsidie van het akkoord van het Begrootingscomité afhankelijk.

Voor het toekennen van die subsidiën zal het Departement op de navermelde normen steunen :

1^o de financiële toestand van de gemeenten ;

2^o de toestand van den inventaris van het materieel en verslag van de inspectie der brandweerdiensten.

Wat de over te leggen documenten betreft, is het volstrekt noodzakelijk dat de gemeente de regelen van aanbesteding nageleefd heeft en dat het materieel uit technisch oogpunt door de inspectie der brandweerdiensten opgenomen werd.

Het volledig dossier zal aan het Departement moeten overgelegd worden en de subsidie zal slechts na overlegging van de facturen toegekend worden.

VRAAG N^o 17.

Bij de bespreking van zijn begrotingen voor 1945 en 1946 in den Senaat heeft de h. Minister er zich op beroemd de Commissie voor Taaltoezicht opnieuw in werking gesteld te hebben. Mag men weten of deze Commissie reeds vergaderingen gehouden heeft en of zij eventueel reeds verslagen heeft ingediend ? Mag het Parlement inzage nemen van deze verslagen ?

ANTWOORD :

De Commissie werd opnieuw geïnstalleerd in Juli 1946. Alles wordt in het werk gesteld opdat dit College een normale werkzaamheid zou hernemen.

VRAAG N^o 18.

Wanneer zal men er toe besluiten de Rijkswacht aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken te hechten ?

ANTWOORD :

Die vraag is nog steeds in onderzoek, met tusschenkomst van verschillende betrokken departementen.

VRAAG N^r 19.

In het verslag van de Commissie van Binnenlandsche Zaken van de Kamer lezen wij in antwoord op een vraag :

« Wat het tijdelijk gemeentepersoneel betreft, de toestand ervan zal slechts kunnen geregeld worden rekening houdende met de besluiten van algemeene draagwijdte die de Regeering zal nemen betreffende haar eigen tijdelijk personeel. »

Het komt ons ter oore dat de Commissie van advies, belast met de studie van het statuut der tijdelijke Rijksambtenaren, thans haar werkzaamheden zou beëindigd hebben en dat de besluiten zouden voorgelegd zijn aan den Ministerraad.

Is de Minister niet van meening dat men thans, in de Syndicale Commissie van advies die bij zijn Departement bestaat, de studie van het lot van het tijdelijk personeel der gemeenten zou kunnen aanvatten ?

ANTWOORD :

Ondanks al mijn verlangen om den toestand van het tijdelijk gemeentepersoneel zoo vlug mogelijk te regelen, spijt het mij, mij in de onmogelijkheid te bevinden deze kwestie voor te leggen aan de Syndicale Commissie van advies zoolang de schikkingen die de Staat zal nemen om den toestand van zijn eigen tijdelijk personeel te regelen, niet definitief zullen zijn.

Het is immers van belang dat de toestand der tijdelijke gemeentebeambten kan geregeld worden rekening houdende met hetgeen zal beslist zijn wat betreft de tijdelijke Rijksambtenaren.

VRAAG N^r 20.

In den verklarenden omzendbrief die de Minister gestuurd heeft inzake het besluit van den Regent betreffende de wedden en loonen van het gemeentepersoneel, wordt gezegd dat de gemeentebesturen moeten bepalen met welke « gelijkwaardige » functies van de Rijksambtenaren de gemeentelijke bedieningen overeenstemmen. Dit plaatst de gemeenten, behoudens de groote steden, voor een zeer ingewikkeld en praktisch onoplosbaar vraagstuk, dat waarschijnlijk zal aanleiding geven tot zeer uiteenlopende interpretaties wat betreft de beoordeeling van de « gelijkwaardigheid » der functies.

Ware het niet wenschelijk en noodig dat het Departement van Binnenlandsche Zaken enkele voorbeelden zou geven, zoodat de gemeentebesturen ten minste zouden weten aan wat zij zich te houden hebben?

ANTWOORD :

Om de gelijkwaardigheid der functies te beoordeelen kunnen de gemeentebesturen aanduidingen vinden in de kaders der verschillende ministerieele departementen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, zoomede in de maxima, vastgesteld bij besluitwet van 10 januari 1947, welke maxima een weerslag moeten hebben op al de gemeentelijke diensten. Anderdeels kunnen de gemeentebesturen, voor zekere functies, de gelijkwaardigheid opmaken met andere functies in de gemeente, waarmede de Staatsambten gemakkelijker

kunnen vergeleken worden. De vergelijking van de vroegere gemeentelijke weddeschaal met de vroegere weddeschalen van den Staat kan trouwens eveneens beoordeelingselementen verschaffen.

Ten overstaan van de groote verscheidenheid van den aard der functies in de verschillende gemeenten zou mijn Departement moeilijk voorbeelden kunnen geven die door het meerendeel der gemeenten zouden kunnen gevolgd worden.

VRAAG N^o 21.

Kan de heer Minister ons zeggen wanneer de Syndicale Commissie van advies van zijn Departement het onderzoek en de studie van de reglementeering betreffende de wedden van het personeel der Commissies van Openbaren Onderstand zal aanvatten?

ANTWOORD :

De Syndicale Commissie van advies waarbij verzoekschriften, strekkende tot de studie van den toestand van meerdere categorieën van ambtenaren van de gemeenten en van aan de gemeenten ondergeschikte besturen, aanhangig zijn gemaakt, heeft geoordeeld het onderzoek van die vraagstukken niet te moeten aanvangen vóór de algemeene herziening der weddeschalen, en heeft het advies uitgebracht dat de herziening van de weddeschalen van het betrokken personeel moest voortgezet worden in het kader van de oplossingen aangenomen wat betreft het geheel van het personeel der provinciën, der gemeenten en der ondergeschikte besturen.

Het gaat, in onderhavig geval, over een vraagstuk waarvan het onderzoek moet aangevat worden na de herziening der weddeschalen voorgeschreven bij de besluitwet van 10 Januari 1947 en in het licht van de beslissingen die zullen getroffen worden door de Commissies van Openbaren Onderstand bij toepassing van de bepalingen van bedoelde besluiten.

Anderdeels, gezien de maatregelen die uit een dergelijke studie zouden voortvloeien, zich zouden beperken tot het personeel van de Commissies van Openbaren Onderstand en dan ook zouden moeten genomen worden op initiatief van het Departement van Volksgezondheid en van het Gezin, behoort het aan dit laatste Departement voorstellen te formuleeren die moeten op de dagorde van de Commissie gebracht worden.

II. — Burgerlijke steun.

Brief van den h. Minister van Volksgezondheid aan den h. Harmegnies, Voorzitter van de Commissie van Binnenlandsche Zaken.

Als antwoord op uw brief n^o RJ-JC, van 24 Januari 1947, heb ik de eer uw aandacht te vestigen op het feit dat de besluitwet van 19 December 1946, verschenen in het *Staatsblad* van 2-3 Januari 1947, de bestaande wetgeving in zake burgerlijken steun aan de personen in staat van behoefte, ingetrokken heeft.

Met ingang van dienstjaar 1947 hernemen de commissies van openbaren onderstand de bevoegdheden die haar bij de wet van 10 Maart 1925 tot regeling van den Openbaren Onderstand toegewezen zijn.

Voortaan berust het op bedoelde commissies steun te verleen en aan in staat van behoefte verkeerende personen. Evenwel, tegenover de moeilijkheden, die zij gewis bij de financiering van die nieuwe uitgaven zullen ondervinden, werd besloten haar subsidiën toe te kennen door toedoen van de Provinciale Fondsen voor Openbaren Onderstand.

Mijn Departement heeft op dit gebied toepassing gemaakt van de bepalingen van artikel 89 tot 91 der wet van 10 Maart 1925, alsmede van het koninklijk besluit van 14 Januari 1930, houdende oprichting van de Provinciale Fondsen voor openbaren onderstand.

Het bedrag van de subsidiën, door mijn Departement aan de gezamenlijke Provinciale Fondsen voor openbaren onderstand van het Koninkrijk te verleen en, werd aanvankelijk op 20 miljoen voor elk van de eerste drie maanden van het dienstjaar 1947 vastgesteld.

In zijn vergadering van 10 Januari 1947 heeft de Ministerraad beslist gezegde subsidiën op 35 miljoen voor elk der betrokken maanden op te voeren.

Reeds in de allereerste dagen der maand Januari 1947 heeft mijn Departement maatregelen getroffen om aan de Provinciale Fondsen voor onderstand de subsidiën te laten storten voor de gezamenlijke maanden Januari en Februari, op grondslag van 20 miljoen per maand.

Thans houden mijn diensten zich bezig met het storten van het aanvullend bedrag op den nieuwen grondslag van 35 miljoen.

De bestendige deputaties hebben op haar beurt de maatregelen genomen om aan de verscheidene commissies van openbaren onderstand de provisionneele subsidiën te verstrekken, in aanrekening op die welke later in elk bijzonder geval zal vastgesteld worden.

Mocht een zekere vertraging intreden tusschen het tijdstip waarop tot het verleen en van de subsidie door de Regeering besloten werd en het oogenblik waarop de Commissie van Openbaren Onderstand werkelijk over de onderwerpelijke gelden beschikken, dan kunnen wij zulks slechts wijten aan een zekere traagheid van het administratief apparaat. Inderdaad, nadat mijn Departement het visa van het Rekenhof voor het toezenden van de subsidie aan de Provinciale Fondsen voor Openbaren Onderstand heeft moeten aanvragen, moeten deze laatste op hun beurt hun overschrijvingen ten bate van de Commissies van Openbaren Onderstand aan het voorafgaand visa van voormeld college onderwerpen.

Ondanks de dringende stappen die door de ambtenaren van mijn Departement werden aangewend om al de termijnen in te korten, is het hun nochtans niet mogelijk geweest den voor het volbrengen van bepaalde bestuursplichten noodigen materieelen tijd uit te schakelen.

Ik verzoek U te gelooven dat door mijn administratie alles in het werk gesteld wordt opdat de overgang van het stelsel van den Burgerlijken Steun naar dat van den Gewestelijken Onderstand geleidelijk en zonder horten of stooten zou gebeuren.

Uw zeer genegen collega,

Hoogachtend,
(wg.) D^r A. MARTEAUX.